



Las Noticias de la República Democrática del Congo (RDC)

[2023-12-16/2023-12-31]

Publicación quincenal

Edición en francés por Luc de l'Arbre

Samedi 16 décembre.

Plus de 200 ex-combattants en détresse au centre de Kasando à Lubero, en attente de démobilisation depuis mars 2023. Au début, ces ex-combattants avaient des tentes militaires des Fardc. Après quelques mois, toutes les tentes sont abîmées et les occupants dorment dans de mauvaises conditions. Plus de dix-sept d'entre eux sont malades. Les autres viennent de faire une semaine sans assistance médicale, sans manger et dorment dans de mauvaises conditions. Ces ex-combattants menacent de quitter le centre pour retourner dans leurs groupes armés.

Les dépenses réorientées vers la sécurité et les élections au détriment du règlement des arriérés, selon le FMI. Le déficit fiscal intérieur de 2023 est projeté à 0,8 % du PIB. C'est ce qu'indique un communiqué du Fonds monétaire international (FMI) rendu public le 15 décembre. « Les progrès réalisés dans le cadre du programme Facilité élargie de crédit (FEC) ont été globalement satisfaisants. Tous les critères de réalisation (CR) à fin juin 2023 ont été respectés sauf un : le CR sur le solde budgétaire intérieur n'a pas été atteint en raison de la sous-performance des recettes du gouvernement central et d'ajustements insuffisants des dépenses », indique le communiqué. Selon l'institution, tous les objectifs indicatifs (OI) à fin juin 2023 ont été atteints, sauf deux : celui lié au plancher des dépenses sociales et celui lié au plancher des recettes du gouvernement central. **Une économie résiliente.** Le Conseil d'administration du Fonds monétaire international a achevé la cinquième revue de l'accord de facilité élargie de crédit avec la RDC. La décision permet un décaissement immédiat de 202,1 millions de dollars en faveur des réserves internationales, afin de poursuivre la constitution des réserves internationales. Ce décaissement permet de soutenir les besoins de la balance des paiements, portant le décaissement total à ce jour à environ 1219,1 millions de dollars. Malgré la situation socio-politique et sécuritaire difficile, les autorités restent engagées à préserver les objectifs du programme, notamment en limitant les dérapages macroéconomiques et en continuant de mettre en œuvre le programme de réformes économiques. Bien que la croissance demeure résiliente, les pressions budgétaires, de dépréciation et inflationnistes sont élevées. Ce contexte macroéconomique difficile appelle à des politiques budgétaires prudentes, notamment la limitation des dépenses non essentielles et l'amélioration de l'efficacité des dépenses, de la gouvernance et de la transparence. Des efforts pour renforcer la mise en œuvre de la politique monétaire sont également nécessaires.

L'épidémie de monkey pox s'étend en RDC, prévient l'OMS. Du 1^{er} janvier à la mi-novembre 2023, le pays a recensé plus de 13.000 cas suspects de variole et plus de 600 décès. Il s'agit du nombre le plus élevé de cas annuels signalés. L'OMS indique que l'épidémie s'étend géographiquement dans 22 des 26 provinces, y compris dans des régions qui étaient jusqu'à présent épargnées par le virus. **Seuls 9% des cas confirmés en laboratoire.** L'OMS, constate que le virus se propage aujourd'hui par l'intermédiaire de réseaux sexuels comprenant des

travailleurs du sexe masculins et féminins et leurs clients dans les régions où la population est très mobile. L'OMS collabore avec le ministère de la Santé congolais pour soutenir la distribution de kits de collecte et de transport d'échantillons aux hôpitaux de référence. À l'heure actuelle, seuls 9 % des cas de mpox ont été confirmés en laboratoire. Il est essentiel de combler les lacunes dans l'accès aux vaccins et aux produits thérapeutiques. (ONU Info)

Beni : un candidat député provincial tué lors d'une embuscade des ADF à Semuliki. La voiture de transport en commun, avec à son bord ce candidat député provincial de l'UDPS, revenait de Kasindi et se rendait à Beni. La voiture a été attaquée par ces rebelles. Il a succombé à ses blessures quelques minutes après cette attaque. Deux de ses compagnons qui étaient avec lui ont été par ailleurs blessés lors de cette embuscade.

Elections : La Ceni lance à Goma la formation de plus de 3000 membres de bureaux de vote. « Les agents qui vont travailler dans les bureaux de vote à savoir, le président de bureau de vote, le secrétaire, les accesseurs numéro 1 et 2, ainsi que des accesseurs suppléants sont concernés par cette formation. Toute la suite du processus dépend de ce qu'ils auront fait dans leurs bureaux. Parce que ce sont eux qui vont dépouiller le bulletin de vote, ils vont établir le procès-verbal de dépouillement, ils auront les fiches de résultats et ils vont constituer les plis électoraux qui seront destinés à la Cour constitutionnelle pour la présidentielle et la députation nationale ». **La SADC déploie ses observateurs électoraux.** L'objet de la mission : l'observation des scrutins du 20 décembre sur toute l'étendue du territoire national. Par ailleurs, la Communauté de développement d'Afrique australe encourage les Congolais, où qu'ils soient, de participer massivement à ces scrutins qui sont l'expression de la démocratie.

Création l'AFC par Nangaa et alliés : Muyaya évoque un acte antipatriotique, Bintou Keita appelle au respect de l'Etat de droit. Le porte-parole du Gouvernement, condamne la création du nouveau mouvement politico-militaire Alliance Fleuve Congo (AFC), porté par Corneille Nangaa, ancien président de la Commission électorale nationale indépendante (CENI), depuis la République du Kenya. Il ajoute que cela va entraîner des conséquences diplomatiques entre la RDC et le Kenya où l'ancien Président de la Ceni a lancé son mouvement aux côtés des représentants du M23. « Je suis extrêmement préoccupée par la création d'une nouvelle plateforme politico-militaire dénommée "Alliance Fleuve Congo" (AFC). J'appelle tous les acteurs politiques à opérer dans le cadre de la Constitution et à respecter les droits de l'homme et l'Etat de droit », a recommandé Mme Bintou Keita, cheffe de la Monusco. Elle exhorte l'AFC à renoncer à tout acte de violence susceptible de déstabiliser la RDC. Elle appelle également le M23 à respecter les termes de la "Feuille de route de Luanda" et à désarmer sans condition". **Contexte.** Depuis son lieu d'exil, Corneille Nangaa a annoncé la création d'une coalition politico-militaire nationale, en appelant à "l'union de toutes les forces politiques, sociales et militaires" pour la "refondation de l'Etat" et le "retour de la paix" en RDC. Une initiative nécessaire selon lui pour mettre fin à "la faiblesse" de l'Etat congolais depuis "trois décennies" et son "incapacité à restaurer (son) autorité (...) sur l'ensemble du territoire". Alliance Fleuve Congo est composée, des partis et regroupements politiques, des groupes armés de l'Est du pays ainsi que des personnalités. **L'ONG IRDH appelle les leaders politiques « à se distancer de la coalition politico-militaire » créée par Corneille Nangaa.** L'Institut de recherche en droits humains (IRDH) a déploré et dénoncé samedi 16 décembre la création de la coalition politico-militaire, dénommée « Alliance Fleuve Congo », par Corneille Nangaa, l'ancien président de la Commission électorale nationale indépendante (CENI). L'ONG a invité les acteurs politiques congolais à s'en méfier. Le directeur général de l'IRDH, a demandé à la communauté internationale de condamner cette énième tentative de déstabiliser la RDC ; surtout en cette période où tous les Congolais ont les regards tournés vers la tenue des élections le 20 décembre. Il a appelé tous les dirigeants politiques, tous les partis politiques qui sont épris de paix, à se distancer de cette nouvelle coalition politico-militaire afin que la population puisse aller aux élections. Selon lui, le Gouvernement congolais doit « dénoncer le Kenya, qui ne devrait pas faciliter la réunion et la création d'une nouvelle coalition qui déstabilise la RDC ». **Affaire Corneille Nangaa : la RDC rappelle ses ambassadeurs accrédités au Kenya et auprès de l'EAC.** En même temps, l'ambassadeur du Kenya en RDC a été convoqué au ministère des Affaires étrangères. Le Gouvernement veut avoir des explications sur le lancement, le 15 décembre à Nairobi, d'une coalition politico-militaire. Pour sa part, le porte-parole du Gouvernement congolais a dénoncé l'initiative antipatriotique de Corneille Nangaa.

Nord-Kivu : 10 morts lors d'une attaque attribuée aux ADF à Beni-Mbau. L'attaque a eu lieu vendredi aux environs de 19 h. Ses rebelles assimilés aux ADF ont d'abord attaqué la localité de Mapobu, située à 30 km de Beni. Ici, sept civils ont été tués alors qu'ils revenaient de leurs champs ; deux hommes et une femme sont portés disparus. Après Mapobu, ces rebelles sont allés attaquer la localité de Kimbau à 6 km de Mayi-Moya où ils ont tué trois civils. Samedi matin, les habitants d'Oicha et Mayi-Moya, escortés par des éléments des Fardc, se sont rendus sur les lieux du drame pour récupérer les corps des victimes de cette attaque.

Dimanche 17 décembre.

Les États-Unis préoccupés par la création du mouvement politico-militaire de Corneille Nangaa et Michel Rukunda, individus sanctionnés par les États-Unis, et le M23, sanctionné pareillement par les États-Unis. « Nous réaffirmons que les États-Unis envisageront de prendre des mesures, notamment des restrictions de visa ou d'autres mesures, à l'encontre de ceux qui sapent la démocratie ou menacent la paix, la sécurité ou la stabilité de la RDC et de la région environnante ». **Peter Kazadi demande au Kenya d'étouffer ce mouvement rebelle sur son territoire.** Le ministre de l'Intérieur, a fait cette requête au cours d'un échange avec le Chargé d'affaires de l'Ambassade du Kenya en RDC. Il lui a rappelé que cette attitude viole la charte qui régit l'EAC. Celle-ci interdit aux pays membres de l'EAC d'abriter sur leurs territoires respectifs, des groupes armés qui déstabilisent les pays membres de cette organisation sous-régionale. L'échange entre ces deux personnalités intervient un jour après que la RDC a rappelé ses ambassadeurs accrédités à Nairobi (Kenya) et à Dar-es-Salaam (Tanzanie).

Lualaba : vive tension au village Lualaba Mupandja à la suite d'un meurtre. Tout est parti du meurtre, ce dans la carrière minière Tulizembe, d'un creuseur artisanal des minerais, membre de l'UDPS et ressortissant de la communauté Kasaienne. Ses proches ont attaqué les jeunes de l'UNAFEC qu'ils soupçonnaient d'être les auteurs du crime. Ensuite, les incriminés ont, à leur tour, fait une descente punitive dans les familles des ressortissants Kasaiens. Le bilan fait état des maisons pillées et d'autres incendiées. Ainsi, plusieurs familles Kasaiennes, bagages sur la tête sont en errance cherchant où aller. Il faut que la sécurité soit renforcée dans le village pour assurer la quiétude de toutes les communautés.

Elections : pas d'ambiance de campagne électorale dans la diaspora congolaise. Depuis le lancement le 19 novembre jusqu'à la fin de la campagne électorale le 18 décembre, aucun candidat sur les 26 à l'élection présidentielle ne s'est rendu à l'étranger pour battre sa campagne électorale auprès des Congolais vivant dans les cinq pays concernés par l'élection présidentielle : France, Belgique, Etats-Unis, Canada et Afrique du Sud. **Ituri : 95% de matériels électoraux déjà déployés, selon la Ceni.** Ce déploiement se poursuit encore avec notamment l'appui logistique de la Monusco. Plusieurs rotations des hélicoptères de la Monusco ont été effectuées vendredi et samedi dernier dans les territoires d'Aru, Mahagi et une bonne partie du territoire de Djugu pour acheminer les dispositifs électroniques de vote. A la suite à ce déploiement, la Ceni /Ituri se dit prête à ouvrir ses bureaux de vote dans ces deux territoires le 20 décembre. D'autres vols ont eu lieu samedi à destination de Fataki et de Mongwalu dans le territoire de Djugu. La Monusco convoie certains matériels par routes dans des milieux accessibles des territoires d'Irumu et Mambasa. **Lubumbashi : le candidat Katumbi appelle à aller massivement aux urnes avec vigilance.** Moïse Katumbi a critiqué la gestion du pays par l'actuel régime et a promis de relever le défi une fois élu. Voilà pourquoi il a sollicité le suffrage des électeurs de Lubumbashi. Avant d'arriver au chef-lieu de la province du Haut-Katanga, il était dans la ville de Likasi. **Kalemie : des candidats déploient leurs ultimes moyens pour convaincre l'électorat.** Jusqu'à ce dimanche 17 décembre dans la journée, la campagne électorale s'est déroulée sans incidents majeurs. Des caravanes motorisées sillonnent les principales artères de la ville de Kalemie pour convaincre les indécis dans leur choix lors du vote. De nombreux panneaux, affiches, calicots, et autres effigies sont visibles à plusieurs endroits de la ville. D'autres personnes, mégaphones à la main, continuent de mobiliser les électeurs à voter pour leurs candidats. Dans la périphérie de la ville, certains candidats font du porte-à-porte. La campagne électorale de 2018 dans la ville de Kalemie était plus mouvementée que celle de cette année 2023. **Martin Fayulu clôture sa campagne électorale à Kinshasa.** Il a sollicité le suffrage des kinois arguant : « Je ne suis pas un candidat qui vient vous dire n'importe quoi...tout ce que je vous dis se trouve dans notre manifeste de Kisangani ». Ce candidat a rejoint la capitale congolaise en provenance de la ville de Kikwit. **Violences à la campagne en RDC : Human Rights Watch alerte sur le risque de compromettre des élections générales.** Cette organisation internationale de défense des droits de estime que les autorités congolaises devraient enquêter de manière urgente et impartiale sur les incidents violents liés aux élections et poursuivre les responsables, quelle que soit leur affiliation politique. Human Rights Watch affirme avoir documenté depuis le début du mois d'octobre, des affrontements à travers le pays entre des partisans de partis politiques rivaux, qui ont conduit à des agressions, des violences sexuelles et au moins un décès. Selon, cette organisation, des partisans du parti au pouvoir, l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS), ont été impliqués dans des menaces et des attaques contre des leaders de partis d'opposition ainsi que des journalistes. Des partisans de l'opposition ont également été impliqués dans des violences. Des incidents violents liés aux élections continuent d'être signalés. Les autorités congolaises devraient assurer la sécurité et la sûreté de tous les observateurs électoraux mobilisés dans le pays. La Ceni devrait publier les résultats du scrutin bureau de vote par bureau de vote et sur le site internet de la Ceni, comme l'exige la loi, afin de prévenir d'éventuelles violences et abus postélectorales, a poursuivi Human Rights Watch. **Bandundu : Felix Tshisekedi promet la construction d'une université moderne.** Il a fait, une fois de plus, plusieurs promesses dans différents domaines, en faveur de la population : il va étendre la gratuité de la

prise en charge médicale à d'autres soins de santé en plus de ceux de la maternité qui est en cours, faire de même avec la gratuité de l'enseignement. Elle ira de l'éducation de base à l'enseignement secondaire. Il va poursuivre la construction des routes, des écoles et des établissements de soins de santé dans le cadre du programme de développement local de 145 territoires et l'eau et l'électricité seront fournies dans chaque territoire.

Ituri : pas d'incidents majeurs, se réjouit le Comité provincial de sécurité. A trois jours des élections générales, le comité provincial de sécurité de l'Ituri a salué ce qu'il qualifie de "comportement démocratique" manifesté par les candidats à la présidentielle, députation nationale, provinciale et municipale. Le gouverneur de province de l'Ituri, a instruit les services de sécurité de veiller à ce que tous les candidats, tant de la majorité que de l'opposition puissent battre campagne partout en Ituri avec quiétude. **Goma : les personnes de 3è âge en difficulté d'obtenir les duplicatas des cartes d'électeur à la Ceni.** Le coordonnateur de l'Association des vieillards au Nord-Kivu dénommée « Compassion pour les déshérités » a fait savoir que les personnes du 3è âge ont aussi le droit de voter leurs candidats le 20 décembre. Le nom de certains d'entre eux, ont été omis de la liste électorale à Goma. Il a ajouté que « les personnes du 3e âge se sentent marginalisés et resterons toujours marginalisés », alors que le vote est un devoir civique. **Kindu : tenue d'une Table ronde sur la promotion de la culture électorale.** Le Mouvement international des étudiants catholiques (MIEC) a organisé, du 15 au 16 décembre à Kindu (Maniema), une table ronde électorale sous le thème : « Pourquoi faire confiance à votre candidature ? ». Cette rencontre visait d'abord la promotion de la culture électorale et l'autre objectif consistait à accorder aux candidats aux différents scrutins un espace d'expression pour répondre aux questions des populations. Le MIEC a organisé cette rencontre en collaboration avec le Conseil provincial de la jeunesse du Maniema. **Kinshasa : l'ECC et la CENCO condamnent les actes de violences contre l'Eglise locale CBCO.** D'après l'ECC, tout est parti d'une altercation entre l'opposant Franck Diongo et les membres des Forces du progrès de l'UDPS dans le cadre de la campagne électorale en cours. Selon le secrétaire général et représentant légal de CBCO, cette église et plusieurs de ses biens ont été incendiés et une somme d'argent dont le montant n'a pas été révélé a été emporté. Il exige réparation pour tous les dégâts causés. La CENCO a exprimé son indignation et condamné ces actes de vandalisme et de violation du temple sacré et de l'Institut technique professionnel de l'église locale CBCO/ Cité des Anciens Combattants (CAC). Pour cette structure de l'Eglise catholique, ces faits ne rassurent nullement de la tenue des élections apaisées en RDC. Les Evêques membres de la CENCO ont appelé au sens de responsabilité des dirigeants et de différentes parties prenantes au processus électoral, et à la retenue dans le comportement des militants de n'importe quel parti politique. La cheffe de la Monusco, Bintou Keita a encouragé les autorités congolaises à garantir le bon déroulement du processus et à prendre toutes les mesures préventives pour un processus électoral apaisé. Elle a également exprimé sa préoccupation de l'escalade de la violence, des actes de vandalisme et de destruction de matériel de campagne ainsi que les discours de haine qui émaillent la campagne électorale en cours. **Kinshasa : le candidat président Rex Kazadi prône la santé universelle gratuite pour tous.** Pour faciliter l'accès aux soins de santé gratuite de qualité, il se propose de subventionner les grands hôpitaux et de payer un salaire décent aux professionnels de la santé. Il entend faciliter l'accès à l'éducation et créer de l'emploi en vue de décourager le gangstérisme communément appelé phénomène kuluna à travers les grandes villes du pays. Dans sa vision politique dénommée « Ekoki Esila », le candidat s'engage à restaurer la sécurité dans l'Est de la RDC, en renforçant les effectifs de l'armée et de la police. **Déploiement des kits électoraux : l'aviation militaire égyptienne à la rescousse de la Ceni.** Le gouvernement congolais a annoncé, l'arrivée de deux avions Hercules C-130 de l'armée égyptienne, en plus d'appareils des FARDC et d'hélicoptères, pour soutenir la Ceni dans le transport du matériel électoral pour les élections du 20 décembre. Le porte-parole du gouvernement, a également précisé que cette initiative, associée à l'appui de la Monusco, vise à garantir un processus électoral pacifique et serein.

Kinshasa : le Service national disponibilise du maïs pour les militaires et les policiers en période de fêtes. Le commandant de cette structure a affirmé que malgré la hausse de prix du maïs sur le marché kinois, le prix du maïs ne changera pas dans les cantines des camps militaires et des policiers. Elle se vend à 18 000 FC le sac de 50 Kg.

Matadi : pose des transformateurs dans plusieurs quartiers de la ville. De ces cinq transformateurs, trois ont été achetés neufs et les deux autres ont été fabriqués localement, selon le directeur provincial de la SNEL/Kongo- Central. Il a affirmé que l'objectif de la pose de ce nouveau matériel est de permettre aux matadiens de bien passer cette période électorale et les festivités du nouvel an.

Beni : la société civile dénonce les barrières illégales à Baswagha-Madiwe, des militaires dans ce coin. Certains usagers traversent difficilement ces barrières avec des attestations tenant lieu de perte de pièce d'identité, pendant que d'autres qui en manquent éprouvent des difficultés à se mouvoir, même pour aller aux champs ou pour des activités sociales. Les acteurs de la société civile locale disent craindre que seul un petit nombre d'électeurs n'ait le droit de voter mercredi prochain, à cause du manque de duplicatas ou de cartes d'électeurs illisibles.

Kinshasa : au moins 7 centres hospitaliers bénéficient de kits médico-sanitaires et orthopédiques. La Directrice du Fonds national de promotion et de service social (FNPSS), l'a dit lors de la séance d'évaluation du partenariat entre son établissement et l'ONG américaine Projet Cure qui fait le don de ces équipements.

Lundi 18 décembre.

La Ceni interdit la distribution des documents de propagandes le jour du vote. La Commission électorale nationale indépendante a demandé, samedi 16 décembre, aux candidats indépendants, partis et regroupements politiques d'enlever, vingt-quatre heures avant le jour du scrutin, toutes leurs affiches dans un rayon de 100 mètres du centre de vote. Les électeurs ne doivent pas porter des habits avec motifs, couleurs ou logo des partis politiques ou regroupements politiques et effigies de leurs présidents ou candidats sur les lieux de vote conformément aux articles 32 de la loi électorale et 49 de ses mesures d'application. La campagne électorale se clôture officiellement ce lundi 18 décembre à minuit. **Le regroupement politique APCF lance un appel à la paix et à la responsabilité.** Le regroupement politique Action pour la cause fédérative (APCF), membre de l'Union sacrée a insisté sur la non-violence et le vote utile afin de sauvegarder l'unité et la cohésion entre les filles et fils de la RDC. Il a rappelé que « la démocratie est un jeu de liberté d'opinion et d'expression dans les urnes. Quelle que soit la résolution que vous allez prendre dans les urnes de 5 secondes, n'oublions pas ce sont nos cinq années à venir, votons utile ». **Tshikapa : le candidat Anzuluni promet de restaurer la sécurité sur l'ensemble de la RDC.** S'appuyant sur les trois priorités de son projet de société, le candidat président s'est engagé, auprès de son électorat, à combattre le système de gouvernance prédateur, de rétablir la sécurité sur l'ensemble du pays et d'améliorer la situation sociale de la population par la diversification de l'économie et la création d'emplois. Il a une nouvelle fois présenté sa vision axée sur la nécessité d'un renouvellement de la classe politique. **La Ceni est en plein déploiement du matériel électoral.** À 48 h des scrutins du 20 décembre, le déploiement du matériel électoral dans les sites de vote se poursuit à **Kinshasa**. L'opération s'effectue aussi à l'intérieur du pays, notamment à **Uvira (Sud-Kivu)**. Ce déploiement a débuté le samedi 16 décembre et se poursuit jusqu'au mardi 19 décembre sur toute l'étendue de la ville de Kinshasa. **Dans les coins reculés d'Uvira.** Ce lundi 18 décembre, l'opération de déploiement des kits électoraux est à sa deuxième journée dans les 126 sites de vote de la circonscription électorale d'Uvira (Sud-Kivu). La Ceni prévoit de déployer ce matériel dans la plaine de la Ruzizi, les moyens plateaux de Lemera en chefferie bafuliiru le 19 décembre. **L'ANTC sollicite son implication dans la cooptation des chefs coutumiers.** L'Alliance nationale des autorités traditionnelles de la RDC (ANATC) a souligné : « La cooptation des chefs coutumiers devra être faite cette fois-ci par la coutume, mère de la nation. Nous accompagnons le président de la Ceni pour les élections de 2023. Après, nous allons nous réunir en conclave national, nous les chefs coutumiers dans les 145 territoires, et nous allons faire sortir ceux qui seront cooptés dans les assemblées au niveau national et provincial ». **Tshikapa : les femmes candidates en difficulté faute de moyens financiers.** Selon la coordonnatrice de l'ONG Association des femmes dynamiques pour le développement du Kasai « la campagne de femmes sur la ville de Tshikapa se déroule bien. Elles ne sont pas nombreuses et elles font leurs campagnes avec beaucoup de timidité. Parce que les femmes ne veulent pas voter pour des femmes. Elles exigent aux femmes de leur donner des pagnes, de T-shirt, de l'argent alors que les femmes sont faibles économiquement ». Elle a regretté que les femmes candidates ne soient pas appuyées financièrement au sein de leurs partis politiques respectifs. **Des candidats présidents promettent de stabiliser le taux de change,** en vue d'éviter la dépréciation de franc congolais. Ils ont manifesté la volonté de baisser le coût de vie de la population de plus en plus chère à la suite de l'inflation sur le marché de change. Autre préoccupation majeure, ces candidats se sont engagés à relancer le tissu industriel pour assurer le développement de la RDC. Ainsi, Félix Tshisekedi a promis de relever la Minière de Bakwanga (MIBA). Moïse Katumbi a promis d'œuvrer pour que les richesses minières servent davantage aux Congolais. Une autre question, c'est le déficit d'infrastructures avec des routes de desserte agricole en état de dégradation avancée. **Plaidoyer pour la réhabilitation de la RN 17 sur l'axe Bandundu-Mongata.** Les habitants de la ville de Bandundu (Kwilu) ont fait ce plaidoyer au candidat président Félix Tshisekedi lors de son passage dans ce coin du pays dans le cadre de sa campagne électorale « parce que cela comporte des aspects économiques extrêmement importants et aussi, cela permet la libre mobilité de la population entre Kinshasa et Bandundu ville». Félix Tshisekedi, a annoncé la modernisation de la RN17, une fois réélu.

Beni : l'Établissement de garde pour enfants en conflit avec la loi reçoit une assistance alimentaire. Les enfants hébergés dans cet établissement, ont reçu, le 16 décembre, une assistance alimentaire de la part de la Dynamique congolaise pour l'autonomisation et le développement des personnes vulnérables, une ONG locale. Cette assistance est composée de 100 kg de maïs et 40 kg d'haricot et quelques kits de jeux. Le maire de Beni, les a appelés à la discipline, qui permettra à certains d'entre eux de quitter cet établissement de garde.

Le Kenya nie toute implication dans la création de l'AFC par corneille Nangaa. Le ministre Kenyan des Affaires étrangères, a, annoncé, que « le Kenya se dissocie fermement de toute déclaration ou activité susceptible de nuire à la paix et la sécurité de la RDC, pays ami ». Il a apporté cette précision après la déclaration de Corneille Nangaa, le 15 décembre sur le sol Kenya, annonçant la création d'un mouvement politico-militaire, dénommé «Alliance fleuve Congo ». Ce mouvement a pour mission, de « sauver la RDC et d'y garantir le retour de la paix».

Il a justifié déplorer la « faiblesse de l'Etat congolais et son incapacité à restaurer l'autorité (...) dans tout le pays».

Nord-Kivu : pénurie de carburants à Walikale. Presque tous les axes routiers qui ravitaillaient le territoire de Walikale en produit de première nécessité et en carburants sont soit coupés par les rebelles du M23, soit en état de délabrement très avancé en cette période pluvieuse : Sake-Masisi-Walikale ; Bukavu-Hombo-Walikale ; Walikale Kisangani. La rareté a occasionné la hausse des prix de carburants : 1 litre d'essence coûte 14 000 FC (5USD) à Walikale-Centre, contre 5 000 FC il y a une semaine.

Mardi 19 décembre.

Elections 2023 : après le désistement de 7 candidats président, 18 autres face à Félix Tshisekedi. Le mercredi 20 décembre, près de 44 millions d'électeurs, sur une population d'environ 100 millions d'habitants, vont voter leur président. A la présidentielle, élection à un seul tour, le chef de l'Etat sortant, Félix Tshisekedi, 60 ans, brigue un second mandat de cinq ans face à une opposition morcelée, qui n'a pas su s'entendre sur un candidat commun. A un jour du vote et après plusieurs désistements, il reste 18 postulants en plus de Félix Tshisekedi. Selon les analystes, Moïse Katumbi, riche homme d'affaires et ancien gouverneur de la province minière du Katanga (sud-est) fait figure de challenger numéro 1 face à Tshisekedi. Il y a aussi Martin Fayulu, 67 ans, qui affirme que la victoire lui avait été volée à l'élection de 2018, et le Dr Denis Mukwege, 68 ans, prix Nobel de la paix en 2018 pour son action en faveur des femmes violées. Respecté et connu dans le monde, mais novice en politique, Denis Mukwege s'est fait discret ces derniers jours. Devant les Congolais, dont les deux tiers vivent sous le seuil de pauvreté en dépit des immenses richesses géologiques du pays, tous ont plus ou moins promis les mêmes choses : la paix, du travail, des routes, des écoles, des dispensaires. Le même jour, les électeurs voteront simultanément les candidats députés nationaux et provinciaux ainsi que les conseillers communaux. **Mbuji-Mayi : la communauté presbytérienne organise des journées de prière pour des élections apaisées en RDC.** Ces journées sont dénommées « sainte convocation » et vont être organisées jusqu'au 1 janvier 2024, après la proclamation des résultats provisoires des élections par la Ceni. L'objectif est d'éveiller spirituellement toute la population à prier pour le salut de la RDC. Ces journées de prière pour des élections apaisées sont ouvertes à tous les croyants. « Il y a eu comme interpellation de la part de Dieu pour qu'on puisse convoquer tout le monde, les musulmans, tout croyant. Celui qui croit que Dieu existe doit prier. Chacun de nous doit être en éveil pour que le Congo soit un et indivisible », a précisé le révérend Tshibemba.

Tshikapa : le commissaire provincial de la police rassure sur les dispositions sécuritaires pour le bon déroulement du vote. « Nous demandons à la population d'être sereine, de garder le calme et surtout d'aller voter sans violence. La police sera là, elle sera debout, elle sera partout pour que tous les auteurs de troubles soient arrêtés et déferés à qui de droit ». Il a aussi exhorté les candidats à prêcher par l'exemple. **Le matériel électoral déjà à Pretoria pour le vote des Congolais vivant en Afrique du Sud.** Les opérateurs de la Ceni sont arrivés le 18 décembre à Pretoria, en Afrique du Sud, avec le kit et matériel de vote pour les Congolais vivant dans ce pays. Les élections vont se dérouler dans l'enceinte de l'ambassade, située au N° 832, rue Jan Shoba, Brooklyn, Pretoria, de 7h00 à 18h00 heures locales. **Des Congolais vivant au Burundi obtiennent un « sauf-conduit spécial » pour voter à Uvira.** Le 18 décembre, l'ambassade de la RDC au Burundi a annoncé, via un communiqué, qu'il offrait gratuitement, à tous les Congolais de ce pays, un sauf-conduit spécial pour un aller-retour. L'objectif est de faciliter la traversée et la sécurité des Congolais et de leur permettre de participer aux élections. La seule condition qu'il faille remplir pour bénéficier de ce sauf-conduit spécial est de présenter l'original de sa carte d'électeur délivrée en 2023. De leurs côtés, les quartiers généraux des candidats et partis politiques se sont organisés dans les différentes villes du Burundi (Bujumbura, Gitega, Rumonge, Chibitoke, Ngozi, Nyanza) pour faciliter le transport et le séjour de ces congolais à Uvira. **La loi électorale prévoit le vote par dérogation.** Une disposition inscrite dans les mesures d'applications de la loi électorale permet à certaines catégories des personnes d'exercer leur droit de vote loin de leur centre d'enrôlement. C'est le vote par dérogation. L'article 67 des mesures d'application de la loi électorale, admet dans cette catégorie : les membres du bureau de vote et de dépouillement, les témoins et les observateurs nationaux, les membres, les cadres et agents de la Ceni en mission de services. Ces personnes doivent être munis de leurs cartes d'électeur et présenter, selon le cas, une carte d'accréditation ou un ordre de mission. Une autre catégorie concerne les candidats, leurs conjoints et suppléants. Ils sont admis à voter dans leur circonscription électorale au bureau de vote de leur choix, sur présentation de la copie du récépissé de la déclaration de candidature. Les agents de carrière des services publics de l'Etat en mission, les épouses et enfants majeurs des militaires et des agents de la

police nationale congolaise en mutation, peuvent également voter par dérogation. **Beni : les affiches de campagne électorale retirées de la voie publique.** Au lendemain de la clôture de la campagne électorale, les effigies et affiches des différents candidats ont déjà retirées de la voie publique et plusieurs endroits stratégiques de la ville de Beni (Nord-Kivu). Les habitants de la ville de Beni ont observé, ce mardi matin 19 octobre, que les activités publiques de propagande organisées par différents concurrents aux scrutins combinés, ont également cessé. **La Ceni poursuit le déploiement du matériel électoral.** Le rapporteur de la CENI, a reconnu les efforts du Gouvernement pour faciliter le matériel en cette période de pluie et a également reconnu que dans certains endroits, on ne peut pas prendre le risque de déployer le matériel 24 h avant. **Quatre groupements pas encore servis en kits électoraux, dans le territoire de Walikale (Nord-Kivu)** à cause de la difficulté d'atteindre ce coin du pays. Le déploiement des kits électoraux, se fait par moto et à dos d'hommes, là où l'accessibilité est limitée. Les responsables de l'antenne de la CENI à Walikale se disent optimistes, en dépit de ces difficultés logistiques. **Nord-Kivu : le gouverneur met en garde contre toute poursuite de campagne voilée,** au-delà du délai fixé par la Ceni. Il a appelé tous ces candidats au respect de l'article 32 de la loi électorale qui interdit la distribution, le jour du scrutin, des manifestes, circulaires, ou autres documents de propagande. Il a lancé une mise en garde contre tout candidat, dont le comportement ou celui de ses partisans, sera de nature à troubler l'ordre public et compromettre la paix et la sécurité dans ce coin du pays. **Fin de campagne électorale à Bunia : des affiches des candidats enlevées jonchent les rues.** D'autres affiches, calicots et banderoles ont été retirés ou emportés par des habitants de Bunia. La loi électorale prévoit des sanctions contre les acteurs politiques qui n'enlèveraient pas leurs effigies après la période de la campagne électorale. **Peter Kazadi assure avoir pris les dispositions pour sécuriser la population.** Le ministre de l'Intérieur, Peter Kazadi a affirmé : « toutes les dispositions visibles et invisibles sont prises pour assurer la sécurité des Congolais pendant cette période électorale ». Il est revenu sur le désaccord entre la Mission d'observation électorale de l'Union européenne et le Gouvernement congolais, qui n'a permis à cette mission d'accomplir sa tâche sur le sol congolais. D'après lui, cette mission d'observation avait amené des matériels qui ne cadraient pas avec l'observation électorale.

Djugu : reprise des activités économiques dans la quasi-totalité des villages (notables). La situation sécuritaire est relativement calme dans plusieurs entités du territoire de Djugu où les groupes armés sont actifs depuis environ six ans. Les activités économiques et commerciales ont repris normalement dans la quasi-totalité des localités situées le long des axes routiers : Iga Barriere, Gina, Lopa, Pimbo, Masumbuko, Largu, Blukwa et Laudjo. Cette embellie de la situation sécuritaire et économique est le résultat des dialogues initiés par les autorités provinciales ainsi que les notables du milieu avec l'appui de la MONUSCO pour la restauration de la paix dans cette zone, indiquent des sources locales. Les communautés locales commencent à fréquenter les mêmes marchés locaux.

Lubero : 39 agents du P-DDRCS réclament 14 mois d'arriérés de salaire. Ils n'ont jamais été payés depuis leur affectation comme agents du P-DDRCS. Pourtant, ils estiment avoir bien travaillé en sensibilisant par exemple plus de deux cents ex-combattants qui ont rejoint le programme depuis lors. Ils réclament donc « le paiement de leur salaire le plus tôt possible, ce qui est de leur droit ». Le coordonnateur provincial du P-DDRCS au Nord-Kivu, affirme que ce dossier est général pour toutes les provinces de l'Est concernées par le programme. Selon lui, « la coordination nationale est déjà saisie, faut donc garder patience ».

Tanganyika : plus de 4 500 déplacés internes ont besoin des kits anti-VIH/Sida. Selon superviseur national du PNMLS, l'objectif de cette étude est d'évaluer rapidement des besoins liés aux VIH/ Sida des populations déplacées internes vivant dans ces sites. Il a été démontré que la pauvreté est l'un des facteurs de vulnérabilité au VIH de ces populations déplacées internes. En outre, la promiscuité, la prostitution des jeunes filles et femmes, le faible accès aux services, l'infection sexuellement transmissible, et VIH, la faible utilisation des préservatifs, l'augmentation des cas de viols, sont également des facteurs de cette vulnérabilité. Le HCR, sous délégation de Kalemie, a financé la réalisation cette étude.

Le Conseil de sécurité de l'ONU renouvelle pour un an le mandat de la Monusco, soit jusqu'au 20 décembre 2024. Cet organe de l'ONU a maintenu les trois tâches prioritaires de la mission onusienne en RDC, conformément à l'accord conclu avec le gouvernement congolais sur le plan de sa transition révisée. Parmi ces tâches : la protection des civils, le soutien au désarmement, à la démobilisation, la réintégration et à la stabilisation ainsi que le soutien à la réforme du secteur de la sécurité. Proposé par la France, le projet de résolution renouvelant le mandat de la Monusco note des phases de désengagement proposées et décide que la mission retirera sa Force du Sud-Kivu d'ici fin avril 2024. Elle limitera la mise en œuvre de son mandat aux provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri à partir de mai 2024. Ce, jusqu'à la fin du mandat actuel.

Fêtes de fin d'année à Kinshasa : de nombreux parents disent manquer de moyens financiers, pour préparer les fêtes. Quelques kinois ont dit préparer ces fêtes malgré la conjoncture économique difficile que

connait le pays. Ces festivités de Noël et de Nouvel coïncident avec les élections combinées. Les décorations et les jeux de lumière sont tout de même visibles dans certaines parties de la capitale pour préparer ces moments de fête à Kinshasa.

Mercredi 20 décembre.

Elections 2023 : près de 44 millions de Congolais attendus ce mercredi aux urnes. Ils élisent leur Président de la République, leurs députés nationaux et provinciaux ainsi que les conseillers municipaux. De quatre scrutins prévus ce mercredi, la présidentielle cristallise l'attention de l'opinion nationale et internationale. Sur les vingt-six challengers inscrits au départ de la course électorale, dix-neuf demeurent engagés à disputer le fauteuil présidentiel. Sept ayant pris la résolution de rallier d'autres candidats. La campagne électorale a laissé émerger deux de ces candidats. Il s'agit de l'opposant Moïse Katumbi, qui bénéficie de l'appui de quatre autres candidats, et du Président sortant, Félix Tshisekedi, en faveur duquel trois autres challengers se sont désistés. Dans un cycle, une autre innovation consacre *l'élection des conseillers municipaux*. Pour la première fois et après trois cycles électoraux organisés en RDC, les Congolais vont devoir élire leurs représentants au niveau des communes, tel que prévu dans le calendrier électoral. Pour cette année, le **vote se déroulera aussi en dehors des frontières nationales**. Au total 13.290 électeurs sont attendus dans les ambassades de la RDC, en France, Belgique, Afrique du Sud, Etats-Unis et Canada. **Défis logistiques et sécuritaires.** Le suspense et le doute ont persisté jusqu'à la veille de la tenue effective de ces scrutins, au regard des défis logistiques et sécuritaires qui se présentent à la Ceni.

Malgré les assurances qu'elle n'a cessé de donner, beaucoup de gens doutaient toujours de ses capacités à déployer le matériel électoral dans les 175.478 bureaux de vote qu'elle a prévu d'ouvrir. Plus de 1,5 million de Congolais "ne pourront pas voter dans les zones affectées par des conflits" et "des millions de personnes déplacées (...) pourraient également être dans l'incapacité d'aller voter". **Denis Kadima : « Les élections sont un moment de communion et de vérité, mais une vérité que nous devons vivre ensemble ».** Le président de la Ceni, appelle particulièrement les candidats à faire confiance à la Ceni car les résultats qui seront publiés seront ceux exprimés réellement aux urnes. Il reconnaît le défi logistique que connaît son institution dans l'organisation de ces scrutins et recommande aux candidats « d'éviter des déclarations inflammatoires durant cette période sensible ». **Bintou Keita invite des Congolais à exercer leur droit civique dans le calme et la sérénité** et dans le strict respect des lois et des institutions de la RDC. Elle invite les partis politiques, les regroupements et leurs plateformes politiques et leurs candidats à garantir le calme lors des affichages et la publication des résultats par la Ceni. « Je les exhorte également de même que la société civile à éviter les attroupements autour des bureaux de vote afin de prévenir les confrontations ». La mission onusienne a apporté un appui logistique fondamental au processus électoral en cours, à la demande de la Ceni. Le Nord-Kivu, le Sud-Kivu et l'Ituri sont les trois provinces concernées par cet appui. La mission a transporté 128 tonnes de matériel pour l'enregistrement des électeurs et 100 tonnes de matériel électoral vers différents sites. **Bunia : des déplacés saccagent des machines à voter au quartier Mudzipela.** Ils fustigent, la décision de la Ceni qui leur demande d'aller voter dans leurs milieux respectifs dans le territoire de Djugu. Pourtant, réagissent ces déplacés, ils se sont fait enrôler à Bunia. Ce mercredi matin, ils ont pris d'assaut les bureaux de vote de la Ceni, situés dans l'enceinte de l'école primaire ISP pour empêcher le déroulement de vote. La police a fait usage des tirs de sommation pour disperser les manifestants. La situation reste tendue. **Le vote est effectif malgré les contraintes qui ont perturbé le processus électoral.** Des bureaux de vote ont ouvert depuis 6h locales. Dans certains centres de vote, les opérations de vote ont débuté avec des minutes, voire des heures de retard. Les raisons qui justifient ce retard sont à la fois d'ordre logistique et la pluie qui a perturbé le programme de déploiement. **L'ECC et la CENCO déploient 25 000 observateurs.** Les églises catholique et protestante de la RDC ont prévu de déployer une mission d'observation électorale (MOE) de 25.000 citoyens pour les élections à travers la RDC. « La MOE CENCO-ECC observera les élections et fournira des informations systématiques, précises et opportunes sur le processus du jour du scrutin à trois séquences : à 10h00, à 14h00 et à 17h00. Ses observateurs utiliseront une liste de contrôle standardisé pour recueillir les informations sur la qualité du vote, du dépouillement et de l'annonce des résultats dans les bureaux de vote de toutes les provinces et villes où se dérouleront les élections ». La MOE a aussi un système de dépouillement parallèle : « La MOE CENCO-ECC, vérifiera de manière indépendante les résultats de l'élection après que la Ceni a proclamé un vainqueur., Vu que c'est une question épineuse et qui soulève trop de débats, cela sera fait avant la publication définitive par la Cour Constitutionnelle». **Un observateur électoral rassuré du déroulement du vote à Kananga.** Toutefois, dans certains centres, les opérations ont commencé avec retard faute d'initialisation des machines acheminées ce matin.

Absence de noms des électeurs sur les listes électorales et dysfonctionnement des DEV dans certains bureaux à Beni. Le vote se déroule sans incidents majeurs dans plusieurs centres de vote visités par les reporters de Radio Okapi. Des difficultés sont signalées dans certains bureaux de vote. Ce sont notamment certains électeurs qui n'ont pas retrouvé leurs noms sur les listes des électeurs. Dans la partie Sud-Ouest du Lac Edouard

dans le territoire de Lubero, on a signalé l'absence de machines à voter dans plusieurs localités. « A Kamandi-Gite, nous avons les centres EP Musuti et EP Kamandi mais aucune machine n'est là. A Buhoyo où il y a six bureaux de vote, il n'y a pas du matériel. A Kamandi-Lac, nous avons 11 bureaux de vote, Taliha : 9 bureaux de vote, Lunyasenge : 9 bureaux de vote, mais aucune machine n'est là. On ne sait pas comment la population va voter ». **Kolwezi : problèmes d'initialisation correcte de certains dispositifs électroniques de vote.** Les électeurs ont exprimé leurs inquiétudes dues à la lenteur du déroulement de vote et surtout au retard avec lequel le vote a démarré. **Kisangani : nombreux électeurs participent au vote dans l'ordre. Nombreux électeurs sont venus s'acquitter de ce devoir civique.** Des électeurs ont demandé une accélération du processus pour permettre à tous les électeurs présents d'accomplir leur devoir. Certains électeurs étaient inquiets de ne pas retrouver leurs noms sur les listes de la Ceni. Ils espéraient qu'avant la fermeture des bureaux, la Ceni allait trouver une solution à leur problème. **La SYMOCELL note l'engouement des électeurs aux bureaux de vote.** Le coordonnateur de la Synergie des missions d'observation citoyenne des élections a de tout de même signalé des irrégularités majeures dues notamment au retard dans l'ouverture de plusieurs bureaux de vote à Kinshasa comme à l'intérieur de la RDC. Il a par ailleurs salué la présence des observateurs électoraux dans 84% des bureaux de vote au pays. **De nombreux bureaux de vote ont ouvert en retard à la suite des problèmes logistiques.** La Ceni reconnaît qu'il y a eu un retard dans le démarrage des opérations de vote, dans quelques bureaux de vote, repartis à travers la République. Tous les bureaux de vote qui ont ouvert en retard fonctionneront durant 11 heures pour permettre à chaque électeur de voter. Elle appelle les électeurs à la patience en vue de s'acquitter de leur devoir civique. Ces retards ont été causés par l'arrivée tardive du matériel électoral dans les centres de vote à Kinshasa et dans les autres provinces. D'autres problèmes liés au dysfonctionnement des machines ont accentué ce retard. A cela s'ajoutent les difficultés qu'éprouvaient d'autres électeurs à utiliser le Dispositif électronique de vote (DEV). A Paris, Bruxelles, Pretoria, les bureaux de vote logés dans les ambassades respectives de la RDC ont déjà ouvert. Ce qui n'est pas encore le cas à Ottawa au Canada et à Washington aux Etats-Unis, à la suite du décalage horaire.

Là où le vote se déroule, tous les dispositifs de vote ont été installés la veille. A Bruxelles par exemple, l'Ambassade de la RDC a mis à disposition des bus pour faciliter la mobilité des Congolais qui viennent des provinces lointaines. A Pretoria, on redoute un faible taux de participation à ce scrutin présidentiel, du fait que cela se réalise à un jour ouvrable en Afrique du Sud et compte tenu des difficultés de transport pour certains Congolais devant provenir d'autres villes sud-africaines. **Le candidat président Mukwege s'oppose à la prolongation du vote.** A 2 h de la fin officielle du vote, le candidat président Denis Mukwege se dit très préoccupé par la multiplication de « graves dysfonctionnements et des irrégularités qui émaillent le scrutin en cours ». Mais, il rejette la décision de la Ceni « de prolonger le vote au-delà du délai fixé par la loi ». Denis Mukwege a dénoncé plusieurs irrégularités constatées en cette journée électorale : Les machines à voter n'ont soit pas été acheminées dans plusieurs localités du pays, soit ont été trouvées entre les mains des personnes non attirées voire des candidats, les listes des électeurs n'ont pas été affichées dans plusieurs bureaux de vote, l'ouverture tardive de bureaux de votes, plusieurs électeurs n'ont pas trouvé leurs noms sur la liste électorale, de nombreux cas de violence avec saccage des bureaux et machines de vote par des électeurs mécontents. Pour lui, ces manquements constituent « la preuve que le Gouvernement, la Cour constitutionnelle et la Commission nationale électorale indépendante ne se sont pas suffisamment investis pour garantir à la population congolaise un scrutin transparent, fiable, crédible et apaisé ». **Des milliers de Congolais vivant en Ouganda affluent vers l'Ituri pour voter.** Parmi ces électeurs figurent des réfugiés qui avaient fui les exactions des groupes armés dans leurs entités respectives. Ce mouvement de retour des Congolais s'observe chaque jour, notamment dans les localités lacustres de Tchomia, Kasenyi, Joo et Gbi. Ces congolais bénéficient de moyens logistiques mis à leur disposition par certains acteurs politiques, qui dépêchent des embarcations dans les localités lacustres en Ouganda comme Rwabisengo, Toroko, Rwangara. **L'Inspection générale de la police se déploie sur terrain pour veiller à la sécurisation.** Le commandant de l'Inspection générale de la PNC affirme : « j'ai demandé à ces inspecteurs de ne pas céder à la provocation. L'Inspection générale va en renfort au Commissariat général de la police. Il y a un dispositif sécuritaire pour les élections, sur toute l'étendue du pays, tenant compte de nos missions. Nous descendons sur le terrain pour encourager l'homme policier à faire du bon travail. S'il y a de petites complications, nous corrigeons cette complication en collaboration avec les commandants du commissariat provincial de la ville de Kinshasa ».

Suspicion de bourrage d'urnes : des agents de la Ceni molestés à Tshikapa. Soupçonnant des agents de la Commission électorale nationale indépendante (CENI) de vouloir modifier les votes ou de bourrer des urnes dans certains centres de vote, la population de Tshikapa (Kasaï) s'est soulevée ce 20 décembre après-midi, en s'attaquant aux kits électoraux. Des jeunes ont ainsi molesté des agents de la Ceni et blessé d'autres avec des jets de pierres. Ils ont aussi démolé une maison, dont le propriétaire était suspecté d'avoir gardé chez lui des Dispositifs électroniques de vote (DEV) et des bulletins de vote. La police est intervenue pour calmer la situation et a interpellé une cinquantaine de personnes.

Félix Tshisekedi inaugure les nouveaux bâtiments de l'hôpital général de Kinshasa et du Centre financier de Kinshasa. Il a inauguré et mis en service l'hôpital général de référence de Kinshasa ex-Maman Yemo, devenu, Centre hospitalier universitaire Renaissance. Le chef de l'Etat congolais a aussi inauguré le Centre financier de Kinshasa. Il s'agit d'un complexe immobilier construit dans la commune de la Gombe, à proximité du ministère des Affaires étrangères et qui va abriter certains bureaux étatiques à caractère financier.

Jeudi 21 décembre.

Elections 2023 : 5 candidats à la présidentielle exigent la réorganisation des élections. Selon Floribert Anzuluni, Nkema LiloThéodore Ngoyi, Denis Mukwege et Martin Fayulu, les élections générales prévues pour le 20 décembre 2023 ne devraient pas être poursuivies jusqu'au jeudi 21 décembre 2023. Les signataires soutiennent que la Commission électorale nationale indépendante est dans l'impossibilité constitutionnelle et légale de prendre une telle décision. Ils appellent le peuple congolais, le Gouvernement, la SADC, l'Union Africaine et la communauté internationale à exiger la réorganisation de nouveaux scrutins dans des conditions garantissant l'égalité des compétiteurs. **Les parties prenantes dressent un bilan contrasté.** Les élections générales organisées mercredi 20 décembre en RDC ont été marquées par le démarrage tardif des opérations, le dysfonctionnement des machines à voter ou encore des incidents, notamment à Tshikapa où la police a dû tirer des coups de feu pour calmer les manifestants. L'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS), parti présidentiel, félicite la Commission électorale nationale indépendante pour la tenue de ces scrutins dans le délai. « Le sens de responsabilité aurait voulu que toutes les parties prenantes au processus électoral se mettent ensemble en vue d'identifier les faiblesses en vue des élections crédibles et transparentes », estime le coordonnateur de la campagne du candidat Martin Fayulu Madidi. Pour sa part, le porte-parole de parti Ensemble pour la République de Moïse Katumbi, parle d'élections « les plus chaotiques » que la RDC ait connues. Il appelle le président de la Ceni, Denis Kadima, à démissionner par respect au peuple congolais. Denis Mukwege se dit pour sa part préoccupé par « des graves dysfonctionnements et des irrégularités » qui ont émaillé ces scrutins. **Kwango : le vote reporté pour ce jeudi à Popokabaka,** à cause du déploiement tardif des matériels électoraux. L'administrateur de ce territoire, attribue ce retard du déploiement des matériels aux conflits entre politiciens. Il dit attendre de la Ceni un communiqué annonçant cette décision à la population afin de l'apaiser. **Kinshasa : les élections se sont déroulées dans le calme à la prison de Makala.** Les prisonniers et agents pénitentiaires de la prison centrale de Makala, à Kinshasa, ont voté mercredi 20 décembre, sans incident jusqu'à 22h00. Des sources sur place ont indiqué la participation massive des pensionnaires de la prison au vote, mais aussi la présence des témoins qui ont surveillé l'opération jusqu'au dépouillement. **Grand Equateur : engouement pour le vote malgré des irrégularités signalées.** Les opérations ne sont pas arrivées à la fin dans neuf bureaux au site de Bokomboji. A Ingende, la population a détruit les équipements, accusant la Ceni de tricherie en faveur d'un candidat à la députation nationale. Le mauvais état de la route a perturbé le déploiement du matériel à Bongandanga. **Kasaï-Central : la CENI assure que le vote se poursuit ce jeudi,** 21 décembre pour les électeurs qui n'ont pu exercer leur droit civique le 20 décembre. Tout le monde a l'obligation de voter et la Ceni a pris la charge de donner la chance à tout le monde de voter. **Nord-Kivu : engouement et détermination des électeurs pour le choix de nouveaux dirigeants.** La journée de vote a été effective à Goma bien qu'elle ait connu des difficultés d'ordre opérationnel. Ce qui a occasionné un retard considérable alors que certains centres ont été délocalisés, à la surprise de la population. Le gouverneur du Nord-Kivu, est descendu personnellement sur le terrain pour superviser et constater le déroulement des opérations. Des défis techniques ont été rapportés dans les centres de vote à l'ouest de la ville. Au territoire de Lubero, le vote a connu des difficultés alors qu'un candidat a déploré plus de 80 000 électeurs radiés sur la liste électorale par la Ceni de cette entité. La même situation a été observée à Goma, à l'EP Umoja au quartier Mapendo Birere où au moins 700 électeurs ont appris qu'ils ont été radiés de la liste des électeurs. **Elections à Lubumbashi : plusieurs électeurs ont rempli leur devoir civique, malgré quelques failles.** Les électeurs de Lubumbashi (Haut-Katanga) ont répondu massivement à l'appel de la Ceni. Il y a eu des failles : le cas de dysfonctionnement de certaines machines avec des batteries déchargées, les noms de certains électeurs non repris dans les listes électorales, et des bureaux non ouverts depuis le matin. Ceux des électeurs qui se trouvaient déjà dans les bureaux de vote au moment de la fermeture, ont reçu un macaron leur permettant de voter. **Beni : pas de vote dans certaines localités, faute de dispositif de vote.** Les opérations de vote n'ont pas eu lieu, le 20 décembre, dans certaines localités de la région de Beni et Lubero (Nord-Kivu) faute de dispositifs électroniques de vote. A Beni, certains électeurs n'ont pas retrouvé leurs noms sur les listes. Des cas des machines qui ne fonctionnent pas ont été rapportés dans quelques bureaux de vote. Dans le territoire de Beni, l'acheminement du matériel électoral vers certaines agglomérations est intervenu le jour même du vote. La Ceni a annoncé que le vote se poursuit ce jeudi dans les bureaux qui n'ont pas fonctionné mercredi. **Kinshasa : affichage des résultats dans plusieurs bureaux de vote.** Des résultats de vote du mercredi 20 décembre sont affichés depuis ce jeudi matin dans plusieurs centres et bureaux de vote de Kinshasa, alors que dans d'autres le dépouillement se poursuivait encore. Cependant, des témoins ont déclaré que dans certains bureaux de vote, le dépouillement a connu des irrégularités. « Dans d'autres locaux, ce sont les agents de la Ceni qui ont tout fait eux-mêmes. Ils ont refusé aux

observateurs et même aux témoins d'entrer. Ils ont calculé, et ont promis d'afficher les résultats à la fin. Mais aussi, dans d'autres bureaux, certains témoins se sont endormis laissant ainsi tout le travail aux agents de la Ceni qui se sont même fâchés », a regretté un témoin.

Les résultats provisoires affichés aux centres de vote de l'étranger. De manière générale, le vote s'est déroulé dans des conditions optimales et aucun incident n'a été signalé. Pour ce scrutin, les Congolais de l'étranger se sont déplacés massivement, surtout ceux de France, de Belgique et d'Afrique du Sud. Par ailleurs, ces élections de 2023 sont qualifiées d'historiques pour la diaspora Congolaise car c'est la première fois qu'elle vote. **Kinshasa : le vote se poursuit dans une cinquantaine de centres à Mont-Ngafula.** Le vote n'a pas été organisé dans ces centres le mercredi tel que prévu faute de matériel électoral qui n'y a pas été acheminé à temps. Des centres dont les opérations n'étaient pas terminées, ont été autorisés de fonctionner au-delà de l'heure fixé par la loi électorale. Ainsi, au-delà de minuit, des électeurs sont restés devant les bureaux de vote dans des centres des quartiers Mbudi, Mitendi, Kimwenza, Kindele, Plateau 1 et Manenga. Des cas de bourrage des urnes ont été signalés dans ces centres qui ont fonctionné la nuit de mercredi à jeudi 21 décembre dans la même commune. **Dans la région kasaïenne : des électeurs analphabètes laissés pour compte.** Les opérations de vote ont débuté tard dans la soirée. Par conséquent, des électeurs se sont précipités pour voter et personne n'avait le temps d'assister les analphabètes afin de retrouver leurs noms sur les listes durant la nuit tombée. Ces électeurs qui ne savent ni lire, ni écrire ont jugé bon de rebrousser chemin après plusieurs heures d'attente sur les sites de vote. A Lusambo (Sankuru) le vote n'a toujours pas commencé. Des sources sur places indiquent que les dispositifs de vote sont arrivés autour de 17 h mercredi et ne sont pas encore déployés dans les centres de vote. Le Secrétaire exécutif provincial de la CENI a, à travers les médias locaux, convié les forces vives de Lusambo à une concertation ce jeudi avant le déploiement des dispositifs électroniques de vote. **Bunia : un mort et onze blessés lors des échauffourées entre électeurs et policiers,** qui ont émaillé les élections générales du mercredi 20 décembre. Bilan : un jeune de seize ans a trouvé la mort et deux autres blessés au centre de vote installé à l'ISP/Bunia. Neuf policiers ont également été blessés, dont trois grièvement lors de ces affrontements. Vingt-huit personnes, qui seraient impliquées dans ces violences, ont été interpellées par la police. Le bureau provincial de la Commission électorale nationale indépendante (CENI) a, quant à lui, fait savoir que quatorze Dispositifs électroniques de vote (DEV) déployés dans ce centre de vote ont été vandalisés et trois autres, emportés par les manifestants. Plusieurs biens de cet institut supérieur ont été également endommagés. Une centaine de manifestants, composée essentiellement de déplacés du site de l'ISP/Bunia, avaient envahi le matin le centre de vote. Ils ont voulu, par ce geste, exprimer leur ras-le-bol à la suite de la délocalisation de leurs bureaux de vote vers une école, situé à Bibongo dans le territoire de Djugu. Les éléments de la police nationale, dépêchés sur le lieu pour rétablir l'ordre public, ont fait usage des tirs de sommation. Des manifestants en colère ont répondu par les jets de pierres en direction des policiers. **Le gouverneur de l'Ituri condamne les actes de vandalisme survenus à Bunia.** Les élections en province de l'Ituri se sont déroulées dans le calme le plus total. Hormis deux cas enregistrés au site situé au quartier Mudzipela, où certains déplacés ont refusé d'aller voter dans leur circonscription respective ; à cause de certains politiciens qui ont manipulé ces derniers en refusant farouchement et s'opposant à la loi de la Ceni, d'aller voter dans leur circonscription après avoir été enrôlés dans la ville de Bunia". En revanche, il a salué les dispositions prises notamment par les services de l'ordre qui ont réussi à contenir les manifestants. Il a remercié aussi la Ceni pour avoir réorienté tous les électeurs, dont les noms ne figuraient pas dans les centres vandalisés vers des centres les plus proches. **La MOE-C appelle à la mise en place d'un mécanisme de riposte rapide.** Jonas Tshombela qui a dirigé la Mission d'observation électorale citoyenne (MOE-C) a noté qu'à plusieurs endroits, les bureaux de vote n'ont pas été ouverts à temps et certains témoins et observateurs ont été interdits d'accès dans les centres de vote. Il a également déploré des cas de disfonctionnements de Dispositifs électroniques de vote (DEV) déployés par la Ceni : « Manipulations et vols de secret de vote par certains agents de la Ceni, sous prétexte d'assister les électeurs, ne sachant pas manipuler les DEV. Quelques cas de corruptions ont été signalés, et la poursuite de la campagne électorale par certains candidats en violation de la loi en la matière ». Il a en outre regretté que plusieurs partis politiques n'aient pas affecté les témoins dans les centres de vote de la ville de Kananga, au Kasai-Central.

La Ceni annonce la fin du vote à travers la RDC. "Nous avons fini avec le vote aujourd'hui. Demain (vendredi), nous n'ouvrons plus les bureaux de vote", a annoncé jeudi 20 décembre dans la soirée le vice-président de la Ceni. A partir de ce vendredi, la compilation des résultats de la présidentielle va commencer en direct de la chaîne publique, RTNC. "J'invite les candidats Président de la République, les observateurs, les témoins et les journalistes accrédités à venir assister à la compilation des résultats", a lancé le vice-président de la Ceni, précisant que les tendances seront publiées province par province. Les observateurs ont noté le dysfonctionnement des machines à voter, les difficultés pour les électeurs de retrouver leurs noms sur les listes électorales ou encore la non-maîtrise par ces derniers de la procédure de vote électronique. Ces difficultés ont fait que, dans la plupart des centres, les opérations de vote se sont prolongées au-delà de 11 h prévues par loi.

Vendredi 22 décembre.

Présidentielle 2023: le candidat Katumbi dénonce « la planification de la fraude par le pouvoir ». « Le déroulement des scrutins de mercredi 20 décembre a donné lieu à des dysfonctionnements et des irrégularités dont l'ampleur confirme la planification de la fraude organisée par le pouvoir sortant et la Ceni, en violation de la Constitution et des lois de la République », a affirmé le candidat Président de la République Moïse Katumbi dans une déclaration signée jeudi 21 décembre avec les soutiens Matata Ponyo, Delly Sesanga, Franck Diongo et Seth Kikuni. Dans leur déclaration, ces cinq opposants affirment que de nombreux électeurs n'ont pas pu voter, faute de déploiement des machines dans les centres, des machines défectueuses et des listes électorales incomplètes affichées. A cela s'ajoutent les actes de violence contre les électeurs et les partisans ayant voté pour Moïse Katumbi à l'élection présidentielle, orchestrant l'arrêt des opérations de vote, indiquent-ils.

« Une fraude généralisée a été organisée avec la démultiplication des bureaux fictifs, la détention du matériel électoral sensible par les membres issus de l'Union Sacrée au pouvoir, l'expulsion systématique de nos témoins et observateurs lors des opérations de dépouillement tant attendues », indique le document. En attendant la publication des résultats par la Ceni, ces cinq leaders invitent le peuple congolais à la vigilance, conformément à l'article 64 de la Constitution pour faire échec au pouvoir sortant, qui veut, d'après eux, se maintenir au pouvoir par la force. **La MOE CENCO-ECC dit avoir reçu 1185 rapports d'incidents**, enregistrés lors de ces élections à travers le pays. Elle a indiqué que ces incidents portent notamment sur le dysfonctionnement du Dispositif électronique de vote (DEV), la non-ouverture de certains bureaux de vote, l'interdiction des observateurs et témoins d'accéder aux bureaux de vote lors du dépouillement. Selon la MOE CENCO-ECC, certains observateurs électoraux ont été expulsés de bureaux de vote et une religieuse observatrice tabassée dans le Sankuru. Par ailleurs, 302 rapports reçus par la MOE CENCO-ECC attestent que les opérations se sont déroulées normalement à travers le pays. **Kalemie : des observateurs et témoins chassés des centres lors du dépouillement.** Des militaires, commandités par certains candidats aux scrutins ont chassé, le 21 décembre, des témoins et observateurs électoraux des centres de vote lors des opérations du dépouillement des bulletins, à Kalemie (Tanganyika). « Selon les informations en notre possession, ils sont partis avec quelques matériels notamment les bulletins », a fait savoir l'un des militants du mouvement « Regard citoyen ». **Haut-Katanga : des cas de dysfonctionnement des machines de vote relevés à Lubumbashi.** « Plusieurs bureaux ont commencé à fonctionner à partir de 10 ou 11 heures. Au cours des opérations, nous avons relevé notamment des problèmes liés aux machines, des centres où les machines étaient éteintes pendant des heures faute d'énergies. Les gens se sont vus même refusés l'accès aux bureaux de vote notamment les observateurs électoraux ». **Goma : reprise des activités socio-économiques après le vote.** Les opérations de vote se sont clôturées jeudi 21 décembre dans la soirée dans plusieurs centres de vote de Goma (Nord-Kivu). Le dépouillement des bulletins de vote s'est poursuivi le même jour au quartier Lac vert à l'Ouest de la ville de Goma. Les résultats ont été affichés le même jeudi, avant et après-midi, devant chaque bureau, a indiqué un responsable local de la Ceni. **Kinshasa : le président du Conseil économique et social appelle à l'apaisement après les élections.** « Nous ne pourrions, dans le contexte qui prévaut, nous permettre de perdre du temps, d'énergie et de ressources d'années dans des indéterminables querelles, contestations ou troubles susceptibles de déstabiliser durablement le pays. L'après élections doit être un moment de réconciliation et d'union». Pour lui, l'après élection est un moment d'union propice à relever le défi qui se présente. Il a par ailleurs recommandé à tous les candidats, sans exception, d'œuvrer à préserver le lendemain. **Masimanimba : seuls 84 centres de vote ont fonctionné sur les 244 installés, soit 23%.** Cette situation est due à la destruction de plusieurs kits électoraux par des jeunes en colère dans plusieurs centres de vote. « La Ceni, n'ayant pas de moyens, a fait appel aux candidats députés nationaux pour le transfert de ces matériels et il y a eu des abus. Et lorsque le matériel est arrivé aux différents centres de vote, il y a eu de la casse, des incidents même corporels ». Ces jeunes de Masimanimba se sont révoltés contre un candidat député national, accusé de transporter les matériels de vote à bord de son véhicule. Des machines à voter et d'autres matériels électoraux y ont été, du coup, détruits et brûlés. Contacté, la secrétaire exécutive provinciale de la Ceni, confirme ces dégâts enregistrés sans donner plus de détails.

Bukavu : affichage des résultats compilés dans des bureaux de vote. Au Sud-Kivu, le dépouillement touchait à sa fin dans quelques bureaux visités ce jeudi 21 décembre avant-midi à Bukavu. C'est le cas des centres situés au sein du collège Alfajiri dans la commune d'Ibanda. Au site de l'Institut d'Ibanda et de Mushere, quelques bureaux affichaient déjà les résultats compilés. **Lubero : la société civile déplore la non-tenu des élections à Bapere.** Les élections générales n'ont pas été organisées dans plusieurs entités du secteur de Bapere, territoire de Lubero (Nord-Kivu). Plusieurs agglomérations de cette contrée ne sont accessibles que par la voie pédestre ou aérienne. Trois quarts des électeurs de cette entité ont été privés de leur droit de vote. La cheffe d'antenne de la Ceni/Lubero, a affirmé que le vote a été organisé dans le secteur de Bapere, sauf dans 17 bureaux de vote.

La fin des opérations est annoncée alors que d'autres bureaux de vote n'ont pas encore ouvert. C'est le cas du territoire de Kasongo Lunda (Kwango), où le déploiement des kits ont connu du retard. Conséquences, plusieurs centres de vote n'ont pas ouvert. Ce même tableau sombre est dressé pour la circonscription électorale de Fizi (Sud-Kivu). **Ituri : environ 2 500 détenus de différentes prisons n'ont pas voté**, alors qu'ils ont été enrôlés. Les responsables de ces maisons carcérales, ont demandé à la Ceni de déployer les matériels dans les

prisons pour leur permettre d'exercer leur droit de vote à l'instar d'autres Congolais ayant bénéficié d'un délai supplémentaire. Jusqu'à ce vendredi, aucune disposition n'est encore prise par la Ceni pour permettre à ces détenus d'exercer leur droit de vote. **Plusieurs électeurs n'ont pas pu voter à Idiofa**, malgré la forte mobilisation, à cause de multiples irrégularités enregistrées dans le déroulement des élections dans le territoire d'Idiofa (Kwilu). "Dans certains coins, quand quelqu'un vote pour un tel, c'est un autre nom qui apparaît. Par exemple, les gens qui n'ont pas battu la campagne dans un coin et qui ne sont même pas connus, la population a voté pour d'autres personnes, mais lors de dépouillement, ce sont les noms de ces candidats-là qui sortent premiers. Et c'est comme ça que la population a commencé à attaquer les agents de la Ceni dans les bureaux de vote". Autre problème, l'ouverture tardive des bureaux de vote, batteries toujours épuisées, le vote a continué jusque tard dans la nuit". **Les résultats du vote de la diaspora donnent une large victoire à Félix Tshisekedi. Cette première séance de dépouillement**, a porté uniquement sur le vote de la diaspora congolaise. Dans tous les cinq pays étrangers où ce scrutin a été organisé, c'est Félix Tshisekedi qui arrive largement en tête.

Ituri : reprise normale de la vie à Fataki, une année après des attaques de la Codeco. Cette situation est due notamment à l'accalmie, fruit des patrouilles pédestres et motorisées des Fardc et des casques bleus de la Monusco dans cette région. Les boutiques et marchés sont de nouveau opérationnels et même la célèbre grillade de poulet de Fataki a repris ses lettres de noblesse. A la barrière communément appelée « FONER », des lieux de jouissance se multiplient, attirant un grand monde toute la nuit. La population composée en majorité des agriculteurs, souhaite voir cette accalmie perdurer en vue de booster l'économie du territoire de Djugu. La population de Fataki avait fui massivement vers Djahiba, à 5 km de la base de la Monusco, pour se mettre à l'abri des Codeco.

Les derniers soldats kenyans de l'EAC ont quitté le Nord-Kivu ce jeudi. Leur mandat a pris fin depuis le 8 décembre courant, après le refus de Kinshasa de le prolonger. Leur départ a totalement achevé la mission de la force de l'EAC en RDC. La force de l'EAC est remplacée par celle de la Communauté de développement d'Afrique Australe (SADC) dont les premiers officiers de commandement sont à Goma (Nord-Kivu) depuis quelques jours. Leur arrivée est consécutive à l'exécution de l'accord signé le 17 novembre dernier entre la RDC et la SADC.

Masisi : le M23 occupe Matanda à la suite des combats avec les Fardc. Selon des sources locales, ces rebelles contrôlent, pour l'instant, les axes Rugogwe-Kirumbu et Kitshanga-Kibarizo ainsi que les axes Muhanga-Bashali Mukoto. Entre-temps, des violents combats se poursuivent entre les deux forces, sur plusieurs fronts dans le territoire de Masisi (Nord-Kivu). La cité de Bihambwe vient de se vider de toute sa population y compris les déplacés internes qui y avaient trouvé refuge. Des cas de pillages sont également signalés dans la cité de Matanda où quelques civils auraient été tués et une paroisse locale vandalisée. Le M23 attaque, depuis deux jours, les positions des groupes armés dans cette entité.

Kinshasa : le procès du journaliste Bujakera de nouveau renvoyé au 12 janvier 2024. Cela fait maintenant plus de cent jours que le journaliste se trouve en détention à la prison centrale de Makala, sans jugement. Le conseil du prévenu a plaidé ce vendredi pour que la cause soit déjà instruite dans son fond, plutôt que de rester toujours sur la forme. Stanis Bujakera est poursuivi pour "faux bruit" dans le cadre du meurtre de l'ex-ministre des Transports Chérubin Okende. Il s'agit d'un article, non signé par le journaliste, d'après sa déposition, paru dans Jeune Afrique à ce sujet, qui cite un rapport sur ce drame, attribué à l'ANR. Ce document serait mis en cause.

Samedi 23 décembre.

Elections : les scrutins se sont déroulés dans le calme avec des défis logistiques majeurs, selon les observateurs de l'UA. La Mission d'observation électorale de l'Union africaine (MOEUA) dit noter la décision de la CENI de rallonger les délais de vote au 21 décembre 2023 pour les bureaux qui n'ont pas pu ouvrir le mercredi, pour permettre aux citoyens qui n'ont pas pu le faire la veille de jouir de leur droit de vote. L'Union africaine félicite également le peuple congolais pour son engagement et sa détermination à exprimer son devoir civique. Dans cette déclaration préliminaire, la Mission d'observation électorale de l'Union africaine indique que le processus électoral se déroule dans un contexte de manque de confiance entre les parties prenantes et de défis sécuritaires et opérationnels de l'organe en charge des élections. Au regard des retards de démarrage des opérations électorales constatés dans quasiment tous les bureaux de vote visités, ces derniers ont fermé au-delà de l'heure réglementaire dans 85% des cas, précise cette structure. La clôture du vote et le dépouillement observés par la MOEUA se sont déroulés dans le calme et sans incident majeur. Le dépouillement s'est déroulé dans les bureaux de vote en présence du personnel électoral, des témoins des candidats et des observateurs. Les résultats ont été affichés publiquement à l'entrée des bureaux de vote dans 62% des bureaux témoins. Toutefois,

selon le document, ces constats sont partiels, car la totalité de ces opérations ne sont terminées. **Kananga : des militaires débarquent dans un site de vote et tentent de prendre le contrôle des machines à voter.** Ils ont chassé tous les témoins et la population. Les agents électoraux qui avaient déjà clôturé le vote, ont alerté le secrétaire exécutif provincial de la Ceni, qui a débarqué sur le lieu avec les unités de la Police. Face à une population montée, le secrétaire exécutif provincial de la Ceni a décidé que les machines soient récupérées et que les agents électoraux qui étaient sur place soient évacués. Il appelle la population au calme. **Le Centre Carter salue le respect du délai constitutionnel, la SADC recommande l'acheminement à temps du matériel.** La mission internationale d'observation électorale du Centre Carter a salué la tenue des élections combinées dans le délai constitutionnel en RDC. C'est ce qui est ressorti du rapport à mi-parcours de cette mission. Elle déplore plusieurs irrégularités le jour du vote. Pour sa part, la mission d'observation de la SADC recommande notamment au Gouvernement de prendre toutes les mesures nécessaires pour appuyer l'acheminement à temps du matériel électoral sur l'ensemble du territoire national afin de permettre une plus grande participation des populations. Cette structure a présenté son rapport préliminaire le même vendredi à Kinshasa. **Compilation des résultats : 13 pays occidentaux appellent les candidats et leurs soutiens à faire preuve de retenue,** durant la période de décompte de voix par la Ceni. Mais aussi à laisser le temps au processus de se poursuivre et à faire valoir leurs contestations de manière pacifique, conformément aux lois et à la constitution de la RDC. Alors que les opérations de vote sont clôturées, ces pays affirment continuer à suivre le déroulement du processus électoral en RDC. **Les différentes étapes avant la publication des résultats provisoires.** La Commission électorale nationale indépendante (CENI) a promis, il y a quelques jours, de publier le 31 décembre courant, les résultats provisoires des élections combinées. Mais avant leur publication, ces résultats franchissent quelques étapes. Après les scrutins combinés suivi de l'affichage des résultats de vote, les plis électoraux sont acheminés au Secrétariat exécutif provincial de la Ceni. C'est à ce niveau que les plis seront ouverts pour le dispatching. Au niveau du Centre local de compilation des résultats, les plis seront ouverts pour un travail de contre vérification des résultats affichés devant le bureau de vote. Le CLCR vérifie le nombre de bulletins sortis des urnes et le nombre des votants pour voir s'il n'y a pas discordance. Après ce travail, la CENI doit également calculer le seuil légal de représentativité pour identifier le regroupement ou parti politique qui ont atteint le seuil, et sont éligibles au calcul de répartition des sièges. Conformément à l'article 118 de la loi électorale, au niveau de la législative nationale, le seuil de représentativité est fixé à 1% des suffrages exprimés sur l'ensemble des suffrages valablement exprimés. Alors qu'au niveau provincial le seuil est de 3% et 10% au niveau local. **Lubero : début du vote ce samedi dans certains villages de Bapere.** Il s'agit d'au moins dix villages dont Isange, Bududia, Mabuo et autres. D'après Kambakamba Maneno, chef du secteur de Bapere, le matériel électoral y a été acheminé ce même samedi matin par hélicoptère. Ce vote, prévu le mercredi 20 décembre, n'a pas eu lieu. Le matériel électoral n'ayant pas été acheminé dans ces coins. **La MOE-CNJ note plusieurs cas d'irrégularités à travers le pays.** Dans un rapport, le président de la Mission d'observation électorale du Conseil national de la jeunesse a noté, le 22 décembre, plusieurs cas d'irrégularités lors des élections générales tenues en RDC. Il a également relevé des cas d'incidents majeurs dont un cas de décès d'un candidat et des problèmes liés au déploiement des kits électoraux dans plusieurs centres d'enrôlement. « Les observateurs de la MOE-CNJ ont noté l'ouverture tardive des bureaux dans le territoire d'Isangi, Ils ont noté les incidents à l'EP, Yambose Lumumba, ou les inciviques ont semé des actes de vandalisme, perturbant le bon déroulement des scrutins. L'ordre a été rétabli grâce à l'intervention des agents de l'ordre ». Pour la province de l'Ituri, les observateurs de la MOE-CNJ ont noté l'existence de bulletins de vote remplis alors qu'au Kasai-central, plusieurs bureaux de vote ont connu le problème technique du a l'insuffisance des câbles. La MOE-CNJ a déployé environ 45 000 observateurs sur terrain lors de ces scrutins combinés, en RDC. **Les opposants Katumbi, Diongo, Kikuni, Matata et Sesanga appellent à l'annulation des élections 2023.** Pour étayer leur argumentaire, ces opposants ont énuméré des cas d'irrégularités enregistrés dans plusieurs bureaux de vote disséminés à travers le pays. Ces candidats pro Katumbi ont également appelé à la démission du président de la Ceni ainsi que de ses collaborateurs pour avoir planifié « la pure fraude électorale que notre pays n'ait jamais connue et pour avoir privé des millions de Congolais de leur droit de vote ». Ils indiquent qu'ils n'accepteront pas de résultats qui seront issus de ce processus et les institutions qui en découleraient. Pour garantir le succès du bourrage massif d'urnes, la Ceni a déployé diverses stratégies. « Ces stratégies ont consisté à l'ouverture tardive des bureaux et la prorogation du vote sur plusieurs jours en violation de la loi électorale, la distribution des machines aux partisans, cadres et affiliés à l'Union sacrée, l'organisation de vote dans les sièges des partis politiques et dans les camps militaires, la pré configuration des machines avec les stocks de vote favorable au candidat président sortant », ont en outre rapporté. Dans beaucoup de cas, les machines n'ont pas été initialisées comme exige la loi mais plutôt à partir des antennes de la Ceni. Parmi les irrégularités, ils relèvent des cas d'acceptation du vote sans carte d'électeur visible, l'intimidation des électeurs par des militants du camp du président sortant à travers le pays.

Nord-Kivu : des centaines de vaches en divagation dévastent des champs à Rutshuru. Des centaines de vaches appartenant à des inconnus, en provenance du territoire de Masisi, de Jomba dans le Rutshuru et même de

l'Ouganda voisin, ont dévasté les champs des habitants de deux groupements du territoire de Rutshuru. Les notables locaux lancent un cri d'alarme. "Nous lançons un SOS au Gouvernement et à la communauté internationale, comme la Monusco, qui est à Kiwanja, de pouvoir peser de leur poids. Pour pouvoir venir en aide de cette population des groupements Kisigari et Bweza, qui souffre de la famine à cause de ces bêtes qui ravagent leurs cultures". C'est dans cette zone que l'on produit le plus de maïs, sorgho, haricot et manioc. Des sources coutumières craignent déjà, un conflit entre éleveurs et agriculteurs, si la situation perdure.

A Beni, le prix du litre d'essence passe de 3300 à 5000 FC. Les importateurs de pétrole parlent d'une carence due au fait que les fournisseurs qui sont majoritairement des étrangers, ont rejoint leurs pays pour les fêtes de fin d'année. Le 22 décembre matin, plusieurs stations-services de la ville de Beni n'ont pas ouvert leurs portes. Une situation qui impacte négativement le quotidien des populations et surtout des conducteurs de mototaxis. Ces derniers se disent obligés de revoir à la hausse le prix d'une course à moto. « Aujourd'hui il n'y a plus une course de 1000 FC, c'est 1500 soit 2000 FC ». Faute de moyens, les gens décident de parcourir leurs trajets à pied.

Kinshasa : lancement de la nouvelle loterie dénommée « Saba ba lar ». Il s'agit d'un jeu numérique et aléatoire qui se déroulera tous les samedis à 17h30 en direct sur les antennes de la chaîne nationale (RTNC) et qui va octroyer des moyens financiers aux gagnants. « La particularité au niveau de l'encrage social est que nous sommes une société orientée sur la responsabilité sociale de sorte que, dans tout ce qui est revenu, une partie importante sera dédiée à soutenir des startups, des PME dans les technologies et soutenir aussi par la même occasion les projets de recherche médicaux, et donc c'est un jeu où soit on gagne, soit on fait gagner à la communauté », a expliqué le responsable de marketing de CCL.

Bukavu : au Marché de Noël, des jeunes entrepreneurs disent contribuer à la paix. « La différence avec d'autres entrepreneurs est que nous travaillons pour être occupé et éviter d'être manipulé. Je vends les produits pour non seulement accumuler de l'argent mais également contribuer à la paix. Parce que des jeunes que nous équipons ne peuvent aller commettre des bavures ou des violences parce qu'ils sont occupés », a fait savoir l'entrepreneur Bienvenu Kayenga. Ce Marché de Noël a permis à ces jeunes entrepreneurs de se faire connaître et de vendre leurs produits à Bukavu. Cette 2^e édition du Marché de Noël se poursuit jusqu'à dimanche 24 décembre.

Beni : le marché de Kilokwa fait déjà le plein de clients à l'approche des fêtes de fin d'année. En ce lieu de négoce, des vendeurs des différents produits disent espérer des bonnes affaires pendant ces jours des fêtes. « Il y a de la clientèle, mais nos clients se plaignent d'une légère hausse du prix, due à l'instabilité du taux de change sur le marché. Ceci risque donc de nous causer du tort à la vente ». Dans les étalages des vêtements, les clients affluent également mais ils se plaignent du prix élevé. Quelques personnes rencontrées au marché de Kilokwa disent faire déjà leurs provisions pour éviter les bousculades des derniers jours.

Nord-Kivu : le personnel de l'assemblée provinciale réclame 8 mois de salaires. Dans une déclaration, le président du Réseau congolais des personnels du parlement de la section locale du Nord-Kivu, a dit ne pas comprendre cette indifférence du gouvernement congolais à leur égard. Il a ainsi invité le gouvernement central à se pencher sur cette question qui pénalise plus de 100 agents de cette institution parlementaire. Il a également indiqué qu'ils vivent dans une période un peu exceptionnelle à la suite de l'état de siège.

Kisangani : plusieurs blessés dans la répression policière du sit-in des victimes des guerres. C'était lors de leur manifestation devant le bureau spécial de répartition de leurs indemnités, FRIVAO. Ils ont voulu ainsi dénoncer le retard de paiement de leurs indemnités et la nouvelle opération d'identification des victimes. A cet effet, ils ont barricadé la route principale menant vers le plateau médical et l'Université de Kisangani (UNIKIS). La police est intervenue pour les disperser, en faisant usage des gaz lacrymogènes, en tirant même à balles réelles, selon les manifestants. Le président de l'Association des victimes des guerres de Kisangani, a également regretté que FRIVAO avait promis, sans succès, de payer leurs indemnités avant le 20 décembre courant.

Dimanche 24 décembre.

Elections 2023 : la Ceni dénonce des actes de violence sur son personnel et son matériel par des candidats. Dans son communiqué publié samedi, la Ceni, tout en condamnant ces actes, rappelle que ces faits sont répréhensibles par la loi et contraires aux bonnes pratiques électorales. La centrale électorale a souligné que « face à tous ces actes d'une extrême gravité », elle entend rassurer l'opinion publique de sa ferme détermination à ne pas laisser impunis ces forfaits. Ainsi, elle a mis en place une commission d'enquête afin de procéder aux investigations nécessaires en rapport avec ces actes de violence. La Ceni promet que des mesures appropriées

seront prises à l'encontre de ses agents et/ou des candidats qui se seraient rendus coupables ou complices de ces actes. **Elections 2023 au Sankuru : les électeurs votent ce dimanche à Lusambo.** Les électeurs de cette région n'ont pas pu voter le 20 décembre comme prévu, faute de dispositifs de vote. Plusieurs dispositifs électroniques de vote ont été déployés depuis bientôt deux jours dans 63 bureaux de vote ouverts à travers la ville de Lusambo et dans certaines localités de ce territoire où le vote n'a pas eu lieu, le 20 décembre. **Bas-Uele : vote dans le calme samedi à Mopoy.** Les électeurs de Banda dans la chefferie Mopoy, au territoire d'Ango (Bas-Uele) ont voté dans le calme, samedi 23 décembre, le prochain Président de la République, leurs députés nationaux et provinciaux. Ces citoyens n'ont pas pu voter à la date du 20 décembre, initialement prévue, faute de machines, qui traînaient encore en route. Les opérations de vote se sont déroulées dans le calme dans les 7 bureaux de vote, en dépit de quelques difficultés techniques. **Le Réseau des femmes leaders de l'Afrique condamne des actes de violences contre les femmes durant le vote.** Il a condamné, le 23 décembre, le passage à tabac d'une femme, soupçonnée de corruption le jour des scrutins électoraux dans un centre de vote à Mbuji-Mayi le 20 décembre. La victime a été tabassée et dénudée par des hommes qui la soupçonnaient de corrompre d'autres électeurs afin qu'ils votent en faveur d'un candidat président. Les images de cette scène de violence ont été partagées sur les réseaux sociaux. Elle demande que justice soit faite et interpelle le procureur afin qu'il se saisisse de ce genre de situation. Un autre cas similaire de violences contre une femme a été enregistré le même mercredi, dans des circonstances quasi semblables, à Luputa, au territoire de Lwilu, dans la province de Lomami. **Bunia: des mouvements citoyens appellent les jeunes à ne pas céder aux appels à la violence.** Le document, signé par six structures citoyennes, appelle toutes les parties prenantes aux élections à éviter les messages de haine et à travailler pour un atterrissage paisible du processus électoral. L'Ituri vient à peine quitter la zone de turbulence et la population locale n'a plus besoin de qui que ce soit pour la ramener dans la voie de la case du départ. "Beaucoup d'efforts ont été menés par les autorités du pays pour que nous puissions connaître les voies de la paix. Nous allons plus accepter, nous les jeunes, que certains pour leurs intérêts mercantilistes, personnels et de positionnement politique viennent nous manipuler pour nous amener à la case du départ ».

Fêtes de fin d'année au Nord-Kivu : la division provinciale des affaires sociales alerte sur la situation des enfants déplacés. D'après la cheffe de division des Affaires sociales du Nord-Kivu, des centaines d'enfants déplacés de guerre, les non-accompagnés, les séparés et les enfants sortis des groupes armés errent en mendiant dans les rues de Goma, sans aucune assistance et protection. Alors qu'en cette fin d'année les enfants fêtent en famille, avec nourriture et cadeaux, les enfants déplacés et ceux sortis des groupes armés, eux, n'ont rien à manger, d'autres sont sans famille. Elle s'inquiète plus particulièrement pour l'avenir des enfants sortis des groupes armés et qui se retrouvent sans aucun soutien. Elle a dit fonder son espoir sur les autorités pour restaurer la paix et la stabilité afin que chaque enfant regagne son toit parental. Le centre social qui encadrait certains enfants de la rue à Goma a été détruit, il y a quelques mois, à la suite d'un conflit foncier.

L'église catholique de la RDC ne bénira pas les couples homosexuels (CENCO). Le secrétaire général de la Cenco, a précisé que la Cenco ne s'oppose pas au pape. En effet, la lettre du souverain pontife accorde la latitude aux évêques d'évaluer, au regard des réalités socio-culturelles des églises locales, si cette simple bénédiction peut ou non être faite au sein de leurs communautés ecclésiastiques, explique le prélat catholique. Ainsi pour la Cenco, dans le contexte congolais, procéder à la bénédiction des couples de personnes de même sexe risque « d'entamer la foi » des certains chrétiens. D'après la Conférence épiscopale nationale du Congo, le mariage existe exclusivement entre un homme et une femme et est naturellement ouvert à la procréation.

Rutshuru : regain de combats entre le M23 et le groupe armé CMC dans 3 villages. De nouveaux combats ont été signalés tôt ce 24 décembre, entre le M23 et le groupe armé Collectif des mouvements pour le changement (CMC), dirigé par le général autoproclamé Domi, dans le groupement Bukombo, au territoire de Rutshuru (Nord-Kivu). Des tirs à l'arme lourde et légère sont entendus vers Mweso, à 5 km des lieux d'affrontements et une psychose gagne déjà les habitants. Un jeune du milieu a été tué à bout portant par les rebelles le 23 décembre.

Bukavu : les difficultés financières empêchent les parents de satisfaire leurs enfants pour la Noël. La fête de Noël rime notamment avec les cadeaux et la fête en famille. Pourtant, à quelques heures de cette fête, plusieurs parents dans la ville de Bukavu ne sont pas prêts pour satisfaire les attentes de leurs enfants, se plaignant du manque des moyens pour ce faire. Les enfants, de leur côté, semblent comprendre ces difficultés.

Festivités de fin d'année: l'armée appelle la population de Beni à la vigilance. Pour le porte-parole des opérations Sokola 1 dans le grand du Nord-Kivu : « l'ennemi ADF a toujours profité des moments des fêtes chrétiennes pour s'attaquer et s'abotter des lieux publics. Aujourd'hui, c'est deux ans jour pour jour, depuis que le bar dénommé In box a été attaqué par un kamikaze en pleine ville de Beni, occasionnant la mort d'une

vingtaine des citoyens ». L'officier demande donc à la population de continuer à dénoncer les personnes suspectes comme d'habitude, et d'être critique envers tout inconnu dans les quartiers.

Nord-Kivu : cris d'alarme des agriculteurs face à la persistance de l'insécurité. Plus de 70% des agriculteurs sont affectés par les effets de la guerre, qui touche quatre des six territoires de la province du Nord-Kivu depuis plusieurs années, a déploré la Fédération des organisations, producteurs agricoles du Congo (FOPAC), section du Nord-Kivu, au cours d'une conférence de presse. À la suite de cette insécurité, de nombreux agriculteurs ont été contraints d'abandonner leurs champs pour se réfugier dans des centres urbains. La FOPAC dit avoir enregistré deux grandes difficultés relatives à la guerre que vit actuellement la province : l'accès difficile aux champs en milieu rural et la perception illicite de taxes au niveau des barrières. Selon ce regroupement de paysans, près de 160 000 agriculteurs vivent actuellement hors de leurs champs. Cette situation a entraîné non seulement l'insécurité alimentaire ; mais a ouvert également la porte à l'importation des denrées alimentaires des pays voisins. A Goma, le haricot vendu sur le marché vient de la Tanzanie, la pomme de terre vient du Malawi, alors que les fruits et les légumes proviennent du Rwanda, et à un prix très élevé, déplore la FOPAC.

Ituri: le tronçon routier Lopa-Jina réhabilité. La partie la plus difficile à pratiquer de la RN27 était l'axe Lopa-Jina, long d'environ 10 kilomètres dans le territoire de Djugu. De gros bourbiers de sol argileux élargis par les pluies parsemaient ce tronçon et rendaient difficile le passage de véhicules. Plusieurs camions étaient obligés de passer une à deux semaines de part et d'autre de ce tronçon routier, avant d'y rouler lorsque la situation s'améliorait un peu. Il a fallu de gros travaux financés par le gouvernement provincial pour boucher tous les bourbiers et compacter la chaussée. Ce qui permet désormais aux véhicules de parcourir la route entre Bunia et Mahagi en trois heures, au lieu de deux à trois jours pour ce trajet de 170 kilomètres. Les usagers s'en réjouissent.

L'armée met en garde « Nyota TV et certains autres médias à la solde de l'ennemi ». Les Fardc accusent la chaîne de télévision Nyota TV de l'opposant Moïse Katumbi et certains autres médias de « déstabiliser, démoraliser et diviser l'armée », en diffusant des informations montées de toutes pièces. L'armée congolaise menace de « prendre les dispositions qui s'imposent pour faire appliquer la rigueur de la loi », si cette situation perdure. Elle demande à ces médias de s'abstenir d'intoxiquer les militaires et de mêler les Fardc à des fins politiciennes.

Lundi 25 décembre.

Présidentielle 2023 : le candidat Radjabo crée la surprise derrière Katumbi et Tshisekedi. La Commission électorale nationale indépendante a entamé la publication des résultats partiels de la présidentielle pour les circonscriptions de l'intérieur du pays. Dans 22 circonscriptions électorales, dont les résultats ont été publiés ce dimanche, plus la diaspora, il y a eu 1.029 616 votants au total. Félix Tshisekedi vient en tête avec 82, 60% suivi de Moïse Katumbi avec 14, 30%. Radjabo Tebabho Sorobabho arrive en troisième position avec 0,90%, Martin Fayulu quatrième avec 0,80% et en cinquième position vient Constant Mutamba avec 0,10%. Pour n'avoir pas battu campagne, Radjabo Tebabho ne figurait pas parmi les favoris de cette élection. Son classement actuel a donc surpris l'assistance dans la salle de compilation des résultats. **Mbuji-Mayi : pillage des kits de la Ceni et des manuels scolaires de l'Institut Tuibakayi le jour du vote.** Des inciviques qui soupçonnaient sans motif la fraude électorale ont pillé, le jour des scrutins, le bureau du directeur de l'Institut Tuibakayi, à Mbuji-Mayi (Kasaï-Oriental). « Ils ont pillé les matériels de formation de la Ceni, les manuels scolaires, tous les classeurs, les dossiers des élèves et des enseignants, l'ordinateur fixe, toutes les armoires, les diplômes d'Etat des enfants, même l'argent de minerval et des bulletins ». Des sources proches du secrétariat exécutif provincial de la Ceni affirment que les dispositifs de vote pillés constituaient les réserves pour près de cinq bureaux de vote ouverts dans les environs de cette école. « **Un gigantesque désordre organisé et planifié** », **dénonce Cardinal Ambongo.** Il a également dénoncé les violences ayant émaillé les élections à travers le pays, faisant notamment allusion aux images qu'il a qualifiées « d'insoutenables » ayant enflé la toile, l'une montrant l'agression d'une femme parce qu'elle avait voté pour un candidat de l'opposition. « Quelle image donnons-nous de notre pays sur la scène internationale? Comment est-ce que nous pouvons descendre aussi bas dans ce pays », s'est interrogé ce pasteur catholique. En novembre dernier, il avait déjà émis de doute sur l'effectivité et la technique des élections. **Lubero : plus de 17 000 personnes ont voté leurs représentants à Bapere.** Cela après que la Commission électorale nationale indépendante a déployé le matériel électoral par hélicoptère car ce secteur est inaccessible par route et sans couverture de réseaux de communication. Les populations du secteur de Bapere ont voté quatre jours après la date butoir, fixée par la Ceni. **Manono : arrestation d'un candidat député provincial pour violences aux bureaux de vote.** Selon le coordonnateur de la Nouvelle société civile congolaise à Manono, ce candidat est accusé d'avoir incité des jeunes à troubler l'opération de dépouillement des bulletins. Il a indiqué que ces jeunes se sont introduits dans des bureaux de vote et ont déchiré des bulletins, volé des machines à voter

et avant de blesser quelques agents de la Ceni. Le candidat Mulopwe a été frustré en se rendant compte que ses résultats de vote n'ont pas été fameux. Le candidat député incriminé est aux arrêts à la prison secondaire de Manono.

Nord-Kivu : l'insécurité empêche des parents de préparer la fête de Noël pour leurs enfants. Le contexte économique et sécuritaire de Goma n'a pas permis, depuis quelques jours, à de nombreux parents de cette ville de préparer la fête de Noël pour leurs enfants. Une petite fille a affirmé partager sa compassion avec des enfants déplacés, vivant aux alentours de la ville de Goma. Elle a dit espérer un jour voir le retour de la joie chez ces enfants. « Quand on voit les visages des enfants, on voit la tristesse, la désolation donc la fête n'est pas festive ».

Nord-Kivu : un journaliste de Fast Télévision retrouvé après deux jours de disparition, dans un hôpital à Rutshuru-centre. Seule sa moto aurait été retrouvée tard dans la soirée du même samedi devant le bureau du village de Bushwaga, toujours au sud du territoire de Nyiragongo. Pour la société civile de Nyiragongo, ce journaliste vivait des menaces de la part de certains cadres politiques depuis la fin de la campagne électorale. Au moins sept autres membres de la société civile de Nyiragongo reçoivent depuis quelques temps des messages similaires.

Mbuji-Mayi : l'UNPC s'insurge contre l'agression physique du journaliste Miteo. « Cet acte barbare qui a eu lieu dans sa résidence, la nuit du 22 décembre est l'œuvre d'éléments des Fardc. Alors que le confrère se reposait, il a été surpris par ses éléments qui l'ont sérieusement tabassé sans motif aucun. Interné à l'hôpital pour des soins intensifs, Foreman Miteo Kalala présente des douleurs intenses, car il venait de subir une opération chirurgicale ». L'Union nationale de la presse du Congo (UNPC), section du Kasai-Oriental saisit toutes les autorités compétentes afin qu'elles interviennent en faveur de ce journaliste, victime d'une agression barbare. Le journaliste molesté est rédacteur en Chef de la Radio Espoir, émettant à Mbuji Mayi.

Lubumbashi : Nyota TV dément avoir déstabilisé et démoralisé l'armée. Selon l'administrateur gérant de Nyota TV « un communiqué faussement attribué à Nyota télévision est diffusé sur les réseaux sociaux vient de provoquer une réaction de l'Etat-major des Fardc. En ma qualité d'administrateur gérant de Nyota Radio et Télévision, je déments formellement ces allégations ». Il a également dénoncé cette campagne de diabolisation contre Nyota TV, qui passe par des réseaux sociaux dans une fausse page Facebook avec un logo mal imité de Nyota et qui ne se sert jamais du bleu comme couleur d'identification. Il a ainsi demandé à quiconque de lui produire une preuve de diffusion de ces allégations par Nyota TV.

Beni : plus de 170 toitures des maisons emportées après une pluie torrentielle, aux quartiers Mabolio et Benengule de Beni (Nord-Kivu). Les victimes sont majoritairement des familles de déplacés. Il demande aux personnes de bonne volonté, aux organisations humanitaires et au gouvernement de venir en aide à ces personnes vulnérables. En guise de mesures préventives, il recommande à la population "de chaque fois vérifier la charpente des maisons. Il suffit que la charpente soit mal fixée, pour que des vents violents emportent les toitures". A cause des difficultés financières, plusieurs charpentes sont faites en bois légers. Et cela constitue déjà un danger.

Haut-Katanga : le gouverneur Kyabula mobilise contre les messages de haine. Il a lancé cet appel, le 23 décembre, après que ces messages sont distillés à travers les réseaux sociaux, dans l'unique objectif de manipuler et d'inciter l'opinion à la haine tribale, à la violence et au soulèvement ». Il a fait savoir que ces actes sont anti constitutionnels et passibles des sanctions les plus sévères.

Enclavé, le territoire de Masisi passe les festivités sous les affres de la guerre. La reprise des combats, depuis jeudi, entre les groupes armés locaux et les rebelles du M23 sur l'axe Mushaki-Bihambwe, mais aussi Mushaki-Karuba, vient exacerber la dégradation de la situation socio-économique, en particulier au chef-lieu du territoire de Masisi. Jusqu'à ce dimanche, des combats se poursuivent encore entre les deux parties autour de l'agglomération de Karuba, à une dizaine de kilomètres au nord-ouest de Sake. Depuis cinq jours, tout trafic routier est donc coupé entre Sake-Mushaki-Masisi-centre ainsi que Sake-Karuba-Ngungu. Le président de la société civile de la commune de Masisi, déplore en plus l'impraticabilité de la route Goma-Masisi.

Mardi 26 décembre.

Elections en RDC : la Ceni a déjà publié les résultats partiels de 82 circonscriptions électorales, dont celles de la diaspora. C'est un total 3.220.536 suffrages valablement exprimés. Le candidat Felix Tshisekedi est en tête avec 78,8%, suivi de Moise Katumbi qui est à 17,3%. La Ceni prévoit de poursuivre la publication des résultats provisoires jusqu'au 31 décembre. **Denis Kadima justifie la poursuite du vote par la nécessité de faire**

participer tout le monde. A une question de la presse sur la continuité du vote dans certains coins du pays, la patron de la Ceni a répondu : « Nous avons eu beaucoup de difficultés d'ordre logistique, mais il y a aussi le temps, parce que nous sommes durant la saison pluvieuse, il y a des endroits où l'hélicoptère ne pouvait pas aller déposer le matériel. Qu'est-ce qu'on fait ? On dit qu'on a déjà dépassé les jours et on arrête. Non! La vérité est que, si nous ne le faisons pas, il y a des partis qui vont nous attaquer en justice parce qu'ils n'auront pas atteint le seuil par le simple fait que nous ne leur avons pas permis de participer au processus. Donc, ce n'est pas question de respecter religieusement une date, mais c'est plus une question de participation". Le vote avait commencé mercredi 20 décembre avec retard dans la plupart des bureaux de vote en raison des problèmes logistiques. La Ceni avait permis aux bureaux en retard de poursuivre l'opération jusqu'à jeudi et à ceux qui n'avaient pas pu ouvrir de le faire. Mais dans certaines zones reculées, le vote a eu lieu jusqu'à ce dimanche. **Des organisations de la société civile appellent la Ceni à organiser un cadre de concertation spécial sur le processus électoral,** composé notamment des candidats présidents de la République et la société civile, « pour tirer les conséquences des élections et élaguer ce qui est mauvais du processus électoral en cours ». Ces organisations justifient cette démarche au regard de ce qu'elles qualifient, de chaos électoral issu des élections du 20 décembre qui se sont étalées sur plusieurs jours. « La situation des élections depuis le 20 décembre ne peut laisser personne indifférente. Nous avons vu dans quelles conditions les élections ont été organisées. Le premier jour, nous avons donné le bénéfice du doute par rapport au retard de déploiement du matériel de vote, par rapport à toutes ces irrégularités et puis nous avons pris acte de la décision de la CENI de pouvoir prolonger d'un jour, le vote. A un jour, nous sommes partis à je ne sais combien de jours. Nous avons encore de territoires qui n'avaient pas encore réceptionné tout le matériel de vote ». Ces quelques faits remarquables dans le déroulement des élections ont conduit au doute de la véracité des résultats. « Ça nous amène à un doute maintenant avec tout ce qui se passe dans les réseaux sociaux, avec des images qui montrent des personnes en train de tricher. Nous demandons comment ces personnes ont pu avoir ces machines, avoir tous ces bulletins et pouvoir opérer dans leurs maisons ». Des candidats et des membres de la société civile demandent l'annulation des résultats de ces scrutins ou alors, l'organisation d'un cadre de concertation pour décider de la valeur des résultats de l'élection. **Lancement des « mobilisations citoyennes » pour l'annulation des élections.** Dans une communication commune publiée le 26 décembre à Kinshasa, des organisations de la société civile, des mouvements citoyens ainsi que des candidats à la présidentielle 2023 ont exigé l'annulation des élections générales du 20 décembre. « Nous annonçons le lancement officiel des mobilisations citoyennes pacifiques, avec le peuple, à travers tout le pays, dans chaque village, commune, territoire, ville, etc. afin de faire échec à ceux qui tentent de conserver le pouvoir par la force, en exigeant l'annulation de ce simulacre d'élections », indique le communiqué. Les candidats Présidents & acteurs politiques, dénoncent de « graves irrégularités et événements ayant fortement entaché les scrutins du mercredi 20 décembre », affirmant avoir assisté à un simulacre d'élections qui a privé des millions de Congolaises et Congolais de leur droit de vote. En outre, la Commission électorale nationale indépendante a rajouté au moins cinq jours de vote supplémentaires en violation intentionnelle de l'article 52 de la loi électorale ».

Beni : les jeunes d'Eringeti sollicitent le rétablissement de la paix dans cette région. Le président du conseil de la jeunesse de leur entité, a lancé cet appel à la paix à l'occasion de la célébration des fêtes de Noël et de nouvel an. Il a expliqué qu'en cette fin d'année, les habitants d'Eringeti ne peuvent accéder à leurs champs, principale source alimentaire de la région à cause de l'insécurité créée par la présence des rebelles des ADF sur la RN4. Cette situation a provoqué des lourdes conséquences, dont la famine, poussant cette population à se nourrir de la farine de froment. Il demandé des fortes décisions pour mettre un terme à cette guerre.

Fête de Noël : des difficultés financières empêchent des familles de se réjouir. C'est le cas dans les villes de Kalemie (Tanganyika) et de Bandundu (Kwilu) où cette journée s'est passée comme un jour ordinaire pour des nombreuses familles, hormis quelques réjouissances des enfants sur les places publiques. A Kalemie, la majorité de la population a fait face à la crise économique. Beaucoup auraient souhaité manger un poulet le jour de la Noël, mais à cause de la morosité économique, ils n'ont pas pu. En RDC, les festivités de Noël 2023 coïncident avec la tenue des élections combinées. Pour certains, cette fête importe peu car, selon eux, ce sont les résultats de ces élections qui comptent, car ils sont déterminants pour la stabilité du pays, estiment-ils.

La CEEAC invite les acteurs politiques à rejeter les discours de haine. La Commission de la Communauté économique des états de l'Afrique centrale (CEEAC) a invité, lundi 25 décembre, « les acteurs et politiciens Congolais à rejeter les discours de haine et de division, ainsi que la violence dans toutes ses formes et à faire leurs revendications et contestations de manière pacifique, en recourant notamment aux voies légales ». Au moment de décompter, compiler et publier des résultats progressivement, ladite commission a appelé toutes les parties prenantes, en particulier les candidats, les partis politiques et leurs militants à faire preuve de la plus grande retenue dans leurs actions. La commission de la CEEAC a, dans le même communiqué, aussi condamné toutes les rébellions armées et leurs exactions sur les populations civiles, y compris celles nouvellement créées et

les a invitées, toutes, à déposer les armes sans conditions. Cette commission a réaffirmé sa solidarité envers les autorités et le peuple congolais. Elle a rappelé aussi son attachement à la souveraineté, à l'unité et à l'intégrité territoriale de la République Démocratique du Congo.

Sud-Kivu : un combattant armé brûlé vif par des habitants à Bulambika. Ils accusaient ce combattant Raia Mutomboki, actuellement Wazalendo, d'avoir tué par balle un motard de la région le 25 décembre au centre de Bulambika. A la suite de ces incidents, le cadre de concertation territorial de la société civile de Kalehe à demander à l'État de remédier au phénomène Wazalendo.

Bunia : plus de 100 enfants de l'orphelinat Saint Kizito reçoivent de l'assistance à la Noël. Certains habitants et leurs enfants se sont rendus sur place avec leur assistance pour célébrer cette fête avec ces orphelins dont le plus jeune n'a que quatre jours. Cet orphelinat compte 100 orphelins dont l'âge varie entre dix-sept ans et moins d'une semaine. Pour la religieuse responsable de cet orphelinat, sœur Immaculée Mandesi ce geste porte du baume au cœur des orphelins. Malgré cette aide ponctuelle, cette structure éprouve d'énormes difficultés pour la prise en charge alimentaire et scolaire de ces vulnérables. Créé depuis 2004, l'orphelinat Saint Kizito abrite une école qui encadre ces orphelins. Mais la prise en charge des enseignants reste un grand défi pour son fonctionnement.

La Foire internationale de Kinshasa tient sa 45e édition à l'échangeur de Limete. Plusieurs activités ludiques sont proposées au public, y compris des stands d'exposition des commerces et des quelques entreprises. « FIKIN 2023, renaissance socioéconomique et culturelle pour un Congo émergent », c'est le thème de cette 45e édition. Du côté des commerçants cependant, l'ambiance est morose. Cette foire se poursuit jusqu'au 10 janvier 2024.

Bandundu : les déplacés de Kwamouth passent la Noël dans la précarité. Le jour de Noël a ressemblé à un jour ordinaire au site des déplacés venus de Kwamouth installés dans la ville de Bandundu. Selon ces derniers, c'est la deuxième fête de Noël qu'ils passent dans cette ville sans manger ni boire, parce qu'ils sont abandonnés par tout le monde, y compris le Gouvernement. S'ils étaient dans leur milieu habituel, leurs enfants auraient fêté comme tous les autres enfants, regrettent-ils. Ces déplacés ne comptent que sur l'assistance de personnes de bonne volonté pour mieux célébrer le nouvel an.

Djugu : 2 personnes tuées et des biens ravis dans les embuscades des miliciens, le 23 décembre, dans le village d'Intendey, à 55 km de Bunia, précisent des sources de sécurité. Cinq autres motards sont tombés dans une embuscade des assaillants de la Codeco, et leurs engins ont été ravis, à Ladile. La veille, un taximan a été dépouillé de sa moto, de l'argent et de téléphones à Lidha. Ces villages sont tous situés dans le territoire de Djugu (Ituri). Les groupes armés ont multiplié les exactions contre la population pendant cette période des festivités de fin de l'année dans le territoire de Djugu, rapportent plusieurs sources. Au moins 15 cas d'exactions des miliciens sont signalés depuis vendredi dernier dans plusieurs localités de cette région. Parmi les victimes, deux motards sont portés disparus, ajoutent les sources sécuritaires. Les casques bleus de la Monusco et les Fardc ont intensifié les patrouilles pour lutter contre les menaces de ces miliciens en quête de survie, rassurent les mêmes sources.

Reprise des travaux d'assainissement de la ville de Lubumbashi. Depuis quelques jours les agents commis à l'assainissement sont de nouveau visibles à différents endroits de la ville de Lubumbashi. Outils de travail à la main, ils enlèvent les ordures, balayent le long des artères. Pendant ce temps, les camions de la mairie font les tours de la ville pour évacuer les immondices se trouvant sur des sites préalablement identifiés. Même les tractopelles sont mises à contribution. Le maire de Lubumbashi, Martin Kazembe Shula, menace de servir contre tous ceux qui jetteraient les ordures sur la voie publique. Cette action de la mairie de Lubumbashi est saluée par des nombreux Lushois. Ils demandent à l'autorité urbaine de faire en sorte que la ville soit totalement assainie. Ils espèrent que, cette fois-ci, sera la bonne ; car, très souvent, les travaux commencent avec pompe et s'estompent au bout de quelques jours ou semaines, abandonnant la ville dans un état d'insalubrité criante.

Mercredi 27 décembre.

Le Gouvernement interdit la marche de l'opposition prévue ce mercredi. Les organisateurs de cette activité ont affirmé leur détermination de l'organiser. En réaction à cette annonce, le vice-Premier ministre en charge de l'Intérieur, a affirmé que "toutes les dispositions visibles et invisibles sont prises au niveau de la police et de l'armée pour maintenir l'ordre public". Selon lui, ces manifestations sont illégales. **Kinshasa : la police réprime la marche de l'opposition devant le siège de l'ECIDE.** La situation était tendue ce mercredi 27 décembre avant-midi au tour de l'avenue Triomphale à Kinshasa devant le siège de l'ECIDE, parti politique de Martin

Fayulu d'où devrait partir la marche des opposants pour dénoncer les irrégularités du processus électoral et réclamer l'annulation des scrutins. Des unités de la police déployées dans cette zone ont réprimé par des gaz lacrymogènes les quelques manifestants regroupés à cet endroit. De la maison communale de la Nsele à Kinkole jusqu'à la 8^{ème} rue Limete la situation était calme cet avant-midi. Les policiers déployés le long de ce trajet, surtout aux points chauds et arrêts des bus ne permettent pas que des voitures de transport en commun ou des individus s'y entassent. La situation est plutôt calme et desserte dans les communes de Mont Ngafula, Selembo et Ngaliema.

Présidentielle 2023 : trois blessés parmi les proches du candidat Mutamba à Lubao. Après cet incident, Constant Mutamba appelle sa base à garder son calme, à être vigilante et ne pas céder à la provocation, ni à l'instrumentalisation. Lors de la campagne électorale, le candidat président avait promis de combattre les hommes armés qui écument la partie Est de la RDC. **Masinanimba : la population appelle à l'affichage des résultats aux centres de vote.** Les votes se sont déroulés du 23 au 25 décembre dans plus ou moins 50% des centres de vote prévus dans le territoire de Masanimba. La Ceni n'a pas organisé les élections dans cette zone le 20 décembre. Des jeunes en colère avaient saccagé et brûlé tous les kits électoraux. Ils exprimaient leur indignation contre la Ceni et un candidat député national. Celui-ci est accusé d'avoir transporté ces kits électoraux à bord de son véhicule. **Moïse Katumbi ne va pas saisir la Cour constitutionnelle (Oliver Kamitatu).** Selon son porte-parole, cette institution ne pourra pas contredire les résultats issus de la fraude planifiée et organisée par le Président de la Commission électorale nationale indépendante. Il soutient que la Ceni et la Cour constitutionnelle sont des "institutions de fraude", qui travaillent exclusivement au bénéfice de Félix Tshisekedi e camp du candidat président Moïse Katumbi avait appelé, le 23 décembre, à l'annulation des élections combinées, tenues du 20 au 22 décembre courant à travers la RDC.

Kananga : de nombreux morts et dégâts matériels importants après une pluie diluvienne, qui s'est abattue, mardi 26 décembre, à Kananga (Kasaï-Central). Alors que la mairie parle d'une dizaine de décès, d'autres sources affirment qu'il y a eu jusque-là 22 corps retrouvés, à la suite de cette catastrophe naturelle. Plusieurs habitations ont été emportées dans presque tous les quartiers de la ville. Un temple de l'église Cité Bethel, sur l'avenue Kasa-Vubu, a été touché par une érosion. L'usine de captage d'eau de la Regideso est noyée. Les dégâts sont énormes, a déploré madame la mairesse. Elle a ainsi appel l'aide du Gouvernement central pour assister les familles sinistrées, surtout pour enterrer dignement les personnes décédées. Le gouverneur de province, qui présente ses condoléances aux familles des disparus, attribue ces dégâts aux constructions anarchiques dans la ville.

Mai-Ndombe : 2 morts et une centaine de disparus dans le naufrage d'une baleinière, sur le fleuve Congo, au niveau du village Nkolo, territoire de Jumbo. Plus de deux cents autres personnes en sont sortis indemnes. L'embarcation en bois avait à son bord plus de 400 personnes. Parmi les rescapés, 13 sont pour l'instant au territoire de Bolobo et plus de 200 à Yumbi. La cause du naufrage reste inconnue et aucune précision n'est encore donnée quant à la destination de cette embarcation motorisée.

Nord-Kivu : fermeture du sous-bureau de la Monusco à Lubero, le 26 décembre. De l'avis des partenaires et de la population, la mission onusienne a réalisé plusieurs actions sociales, de développement mais surtout de protection des civils dans cette région, en 21 ans. La population de Lubero admet également que cette contrée s'est presque stabilisée, grâce aux efforts de la Monusco aux côtés des autorités et de l'armée. Pour l'administrateur militaire du territoire de Lubero, l'heure est venue de se prendre en charge, avec le départ de la Monusco. Pour sa part, le chef du bureau de la Monusco à Beni, a estimé que les acquis de la mission doivent être pérennisés par les acteurs outillés afin de stabiliser la région. Un tiers du matériel de ce sous-bureau de la Monusco a été légué aux différentes structures étatiques et non-étatiques du territoire de Lubero. **Lubero : « Grâce à l'accompagnement de la Monusco, nous avons quitté la brousse », témoigne un ex-milicien.** Ex-milicien, Gentil Kakule Kombi a salué, l'apport de la Monusco dans le processus de leur désarmement, démobilisation et réinsertion sociale, à Lubero (Nord-Kivu). Pour lui, grâce à l'accompagnement de la Monusco, il est actif dans la communauté et engagé aux actions de consolidation de la paix dans la région. Démobilisé depuis 2015 et il est actuellement sociétaire dans le club de football Lubero Sport, évoluant au championnat provincial du Nord-Kivu. Dans le cadre de la consolidation de la paix, il pilote l'ONG Convention des jeunes pour la paix au Congo (CJPC).

Sud-Kivu : plus de 25 morts à la suite de fortes pluies diluviennes à Bukavu. Au quartier Nyamugo, commune de Kadutu, une famille de neuf personnes a péri à l'endroit communément appelé 6h à 6h. Dans le même quartier, les eaux des pluies ont emporté 5 membres d'une autre famille près de la rivière Kawa. Six autres membres d'un ménage dont 4 enfants et deux parents sont morts y compris une personne électrocutée dont le corps a été retrouvé dans la commune de Kadutu. Trois morts dans un éboulement de terre à Mukukwe, quartier

Ndendere dans la commune d'Ibanda. Une morte recensée à la Place de l'Indépendance de Bukavu. La principale cause, d'après le chef du quartier serait la construction de maisons sur des endroits non aedificandi. **Après la pluie, plusieurs quartiers de Bukavu privés d'eau.** La Regideso/Sud-Kivu attribue cette situation aux effets de la pluie, qui s'est abattue la nuit 26 au 27 à Bukavu et qui a touché à ses installations. Cette situation, va occasionner des cas de manque d'eau à Labotte et sur l'avenue de la Poste et l'avenue Saio. Les quartiers Buholo 4, Buholo 5, Buholo 6 et une partie de Buholo 3 connaîtrons également une pénurie d'eau, a poursuivi la même source.

Kananga : début des travaux d'évacuation des eaux de pluie dans l'enceinte de la Regideso, ayant inondé son usine de captage d'eau. Cependant, le directeur de la Regideso n'a pas précisé la date de la reprise de la distribution d'eau potable à travers cette ville. De nombreuses personnes ont péri et des dégâts matériels importants ont été enregistrés à la suite de la pluie qui s'est abattue, le 26 décembre, à Kananga (Kasai-Central). La mairie parle d'une dizaine de décès, d'autres sources affirment qu'il y a eu jusque-là 22 corps retrouvés.

Butembo : reprise des activités socio-économiques après soulèvement des motos-taximen. Cette paralysie a été causée par le soulèvement de moto-taximen contre le sabotage, la veille, par des jeunes assimilés aux membres du groupe de pression « Veranda Mutsanga » d'un robot roulage. Ce robot, le premier dans la ville, est installé depuis une semaine au centre-ville, plus précisément au rond-point Kaghuntura. Des barricades ont été érigées dans certaines rues et avenues de la ville par ces jeunes, qui ont brûlé des pneus de voiture. Le maire de Butembo, condamne cette attitude : « Ceux qui ont conçu ce robot roulage l'ont fait gratuitement sans qu'il n'exige aucun frais. Ils l'ont posé pour permettre qu'il y ait une certaine fluidité dans la circulation. Et des gens mal intentionnés viennent poser cet acte pour causer du tort à qui ? Et voilà que les usagers ont du mal à traverser. Un acte que nous condamnons fermement ». Il appelle la population locale à revenir au meilleur sentiment. Selon lui, on ne développe pas une ville en posant des actes de violence.

Marche de l'opposition : forte présence policière au centre-ville de Kinshasa. Surtout devant les installations de la Commission électorale nationale indépendante sur le boulevard du 30 juin, commune de la Gombe. Mais la situation reste généralement calme dans d'autres endroits de cette commune qui abrite la plupart des institutions publiques. A Faden House, l'une des résidences du président de l'Ecide, Martin Fayulu, l'un des organisateurs de cette manifestation, la situation a été calme. Cependant devant la résidence du Pasteur Théodore Ngoyi, une jeep de la police a été visible avec une dizaine de policiers repartis en deux groupes devant les deux entrées, menant vers lui.

Kinshasa : trois établissements hospitaliers dotés des kits médicaux et orthopédiques. Ces équipements rassemblés dans deux conteneurs de 40 pieds sont offerts, en guise de don, par l'ONG américaine Projet CURE, dans le cadre de son partenariat avec le Fonds national de promotion et de service social (FNPS). Ce projet vise entre autres faciliter l'accès aux soins de santé de qualité en faveur de la population congolaise, a expliqué l'ADG de cette structure publique, Alice Mirimo Kabetsi. Pour elle l'objectif de ce projet est d'organiser des soins de santé de qualité en y intégrant des personnes vulnérables, ne sachant pas se procurer des soins de qualité.

Jedi 28 décembre.

Présidentielle 2023 : Félix Tshisekedi conserve son avance sur les autres. A ce jour, la Ceni a publié les résultats partiels de 173 circonscriptions électorales, plus la diaspora, sur 179. Au total, sur 9.333.562 suffrages valablement exprimés, le candidat Félix Tshisekedi garde la première place en glanant 7.219.816 soit 77,3%, suivi de Moïse Katumbi avec 15,7%. Martin Fayulu vient en troisième position, avant Adolphe Muzito et Radjabho Tebabho Sorobabho. La publication finale des résultats provisoires par la Ceni intervient le 31 décembre courant. **Kinshasa : 28 blessés à la suite des échauffourées entre jeunes et policiers,** le 27 décembre, entre des jeunes et des policiers. Ces jeunes projetaient une marche pour dénoncer les irrégularités constatées lors des élections générales du 20 décembre courant. De son côté, le commissaire provincial de la PNC à Kinshasa, dit avoir enregistré deux policiers blessés et un mineur touché par des gaz lacrymogènes. La marche de l'opposition a été étouffée par la police nationale, après avoir assiégé tous les points chauds de la ville. **Kinshasa : retour au calme après des échauffourées entre jeunes et policiers,** ce 28 décembre. Les transports en commun sont visibles et la population vaque librement à ses occupations. Au centre-ville de Kinshasa, le Marché central est opérationnel, les magasins et boutiques comme des bureaux publics et privés ont ouvert leurs portes. **À Bunia : l'opération de compilation des résultats non encore effective.** Commis à la surveillance des élections dans ce coin du pays, les témoins du parti Ensemble pour la République s'étonnent que la compilation soit lancée dans les territoires de Mahagi, Aru, Mambasa et Djugu et non au chef-lieu de l'Ituri. A cette occasion, l'un des cadres de ce parti de Moïse Katumbi, a mis en cause les résultats provisoires des

élections présidentielles, accordant l'avance au candidat président Félix Tshisekedi dans la ville de Bunia. Il a sollicité l'ouverture des enquêtes. Pour la Ceni, le dépouillement des résultats de l'ensemble du scrutin est en cours et se déroule bien. Son secrétaire exécutif provincial, dément la perte de certains dispositifs électroniques de vote. **Firmin Mvonde appelle aux actions contre les auteurs des discours haineux.** Dans une communication, le Procureur général près la Cour de cassation, dit avoir déjà recensé quelques cas de violation de la loi, en cette période du processus électoral et qui font l'objet d'examen dans son office : « Tous les hauts magistrats du parquet général près la Cour de cassation sont donc instruits de traiter tous ces cas portés à leur connaissance afin de garantir à tout Congolais la quiétude et l'usage de ses droits sans lesquels la vie serait un calvaire » Il a également dit remarquer la montée de cas des personnes qui, sous prétexte d'user des libertés constitutionnellement, versent dans le libertinage. A cet effet, il a rappelé que la propagation de faux bruits est constitutive d'infraction prévue par l'article 199 du Code pénal congolais. Cette loi punit l'incitation à la haine tribale ou au racisme. **Présidentielle 2023 : la MOE CENCO-ECC confirme la grande avance d'un candidat.** « La MOE CENCO-ECC grâce au dispositif de comptage parallèle des voix qu'elle a mis en place, constate qu'un candidat (à la présidentielle 2023) s'est démarqué des autres avec plus de la moitié de suffrages à lui seul », indique le rapport signé par Mgr Donatien Nshole (CENCO) et le pasteur Eric Nsenga (ECC). Au total, sur 9.333.562 suffrages valablement exprimés, le candidat Félix Tshisekedi garde la première place en glanant 7.219.816 soit 77,3%, suivi de Moïse Katumbi, avec 15,7%. Cependant, la MOE CENCO-ECC a documenté des nombreux cas d'irrégularités susceptibles d'affecter l'intégrité des résultats de différents scrutins à certains endroits. C'est pourquoi elle invite la CENI, la Cour constitutionnelle ainsi que les autres cours et tribunaux habilités « à tirer, en toute responsabilité, les conséquences qui s'imposent, en fonction de l'incidence sur les résultats » de la présidentielle. **Le candidat Mutamba félicite déjà Félix Tshisekedi.** « Avec plus de 10 millions de voix issus des résultats partiels, nous ne pourrions plus rattraper notre challenger Tshisekedi. Ainsi, je le félicite pour sa brillante réélection et lui souhaite plein succès pour son 2^{ème} quinquennat. Vive la démocratie ! », écrit Constant Mutamba. Il se démarque ainsi d'une franche d'autres candidats à ce scrutin. **Législatives provinciales à Kinshasa : des actes de fraudes enregistrés à Bandalungwa.** Le Collectif des candidats députés provinciaux de la circonscription de Bandalungwa a fait savoir que le candidat Levi Mpayi, a triché au vu et au su de tout le monde : « Ses milliers de témoins ont voté dans tous les bureaux et cela autant de fois, jusqu'à se faire arrêter ».

Kinshasa : le secrétariat général du ministère de l'Economie acquiert ses propres locaux. Le Secrétariat général du ministère de l'économie de la RDC a acquis, mercredi 27 décembre, ses propres locaux, après plusieurs années de location au sein de l'immeuble de l'Onatra à Kinshasa. Ces locaux, logés dans une parcelle acquise par le gouvernement, sont situés sur le boulevard Mondjiba, dans la commune de Kintambo. A l'inauguration de ces locaux, le ministre de l'Economie, a indiqué que chaque service de ce secrétariat général dispose de son espace de travail doté de toute la logistique nécessaire. Il a ainsi invité le personnel de ce service à faire preuve d'efficacité. En outre, il a annoncé « au-delà du bâtiment, le souci d'améliorer les conditions de travail se traduit aussi par le réajustement de la prime et indemnité permanente. Dans un mois, tous les directeurs seront dotés de matériaux roulants. Je ne peux plus tolérer les retards au travail parce que je viens de vous doter des 2 bus de 60 places ».

Nord-Kivu : trafic commercial perturbé sur l'axe Goma-Masisi-centre, à la suite de l'insécurité due à la présence des rebelles du M23. Ces rebelles imposent aux commerçants et aux voyageurs qui fréquentent ce tronçon des taxes arbitraires. Cette situation impacte les activités économiques de Masisi centre et du territoire de Walikale, grenier de la ville de Goma. Sur terrain, les collines stratégiques de Muremure, Kahano, Ngingwe et une partie du village Karuba, surplombant la cité de Sake, restent sous contrôle des miliciens « Wazalendo ».

Josiah Obat : « Les agences du système de l'ONU vont continuer le travail avec la population de Lubero ». Le chef de bureau de la Monusco à Beni a assuré « le départ d'aujourd'hui, la séparation d'aujourd'hui c'est vraiment difficile mais ça ne veut dire pas que nous coupons le lien complètement. La Mission va rester à Beni et à partir de Beni, on va continuer à collaborer avec les partenaires que nous laissons ici. Mais en plus de ça, le système des Nations Unies ne quitte pas Lubero. Les agences des Nations Unies vont rester ici, elles vont continuer à travailler avec la population de Lubero. Bien sûr, le problème ce n'est pas encore fini mais je peux dire que la grande partie est déjà faite ». Pour lui, la population devra s'impliquer dans le retour de la sécurité dans la contrée.

Beni : plus de 10 morts à la suite des attaques des ADF en une semaine. La société civile locale dénonce l'aggravation de la situation sécuritaire dans cette région, malgré la présence des Fardc et de l'armée ougandaise. Elle a ainsi recommandé aux autorités militaires de bouter dehors les rebelles ADF qui sont en train de faire du mal à la population.

Ituri : les Fardc travaillent avec la Monusco pour la sécurité de la population, assure le gouverneur Luboya. Ce partenariat inclut surtout le transfert des compétences à travers la formation, le recyclage des militaires en cette période de transition de la mission onusienne. A cette occasion, les deux parties ont planifié des opérations contre des groupes armés réfractaires au processus de paix et de renforcer les capacités des Fardc, en protégeant des sites de déplacés. De son côté, le commandant des forces de la Monusco, a expliqué, que les forces onusiennes travaillent pour rétablir la paix avant leur départ de l'Ituri. Une relative accalmie y est observée.

Sud-Kivu : le calme est revenu à Minembwe et ses environs, après des combats entre miliciens. Dimanche 24 décembre, des combats ayant opposé des miliciens Twirwaneho à une coalition de Mai-Mai, ont fait 4 morts et 6 blessés, dans les hauts plateaux du territoire de Fizi.

Nord-Kivu : massacre de 5 civils à Kazuba, les rebelles du M23 mis en cause. Le Collectif des victimes de l'agression rwandaise (CVAR) a condamné ce nouveau massacre sur les paisibles citoyens. « Ce 26 décembre, le M23/RDF viennent de tuer 5 civils, dans le village Kazuba. Le CVAR condamne encore cette volonté délibérée du M23/RDF d'en finir avec la population civile autochtone et fustige le silence complice de la communauté internationale ». Il a invité le gouvernement congolais à mettre tout en œuvre pour sauver la population de Masisi et de Rutshuru, victimes de ces actes ignobles. Le CVAR a en outre encouragé la population de ce coin du pays à rester mobilisée derrière les valeurs patriotiques et solidaires envers les compatriotes victimes d'une guerre injuste.

Kinshasa : 846 243 ménages visés dans la distribution des moustiquaires en janvier 2024. Cette opération de distribution démarre, le 12 janvier et va s'étendre sur toutes les 35 zones de santé de la capitale. A travers cette campagne, le ministère de la santé entend baisser le taux de mortalité due au paludisme à Kinshasa. La chargée de communication de l'ONG Santé rurale (SANRU), a estimé que pour permettre le bon déroulement de la campagne, il faut plus de sensibilisation de la population. L'ONG SANRU prend en charge plus de 5 millions de patients dus au paludisme dans les 26 provinces du pays.

Nord-Kivu : 2 directeurs d'écoles abattus à Sake. Les personnes tuées sont le directeur de l'EP Mashaki et celui de l'EP Mwanga, de la sous-division Masisi 4, dans le secteur de Katoyi. Ces victimes ont été lâchement abattues par balle par des hommes armés non autrement identifiés. Les victimes revenaient de Goma avec une somme colossale d'argent de salaires de leurs enseignants. Leurs corps ont été découverts dans la matinée de ce jeudi au quartier Virunga, loin du poste de santé de Virunga, dans la cité de Sake. La population de Sake, qui lance un SOS, demande aux autorités compétentes d'ouvrir des enquêtes sérieuses afin de mettre la main sur les auteurs de cet acte pour qu'ils soient déférés devant les juridictions compétentes.

Vendredi 29 décembre.

Le Gouvernement se penche sur les inondations enregistrées dans plusieurs villes. Selon le porte-parole du Gouvernement, des ministres concernés par cette question sont instruits de prendre des dispositions qui s'imposent afin d'assister notamment des familles affectées par ces catastrophes naturelles. Les inondations touchent les habitants de Kinshasa, Kananga et Bukavu ainsi que plusieurs autres villes riveraines du fleuve Congo.

La RVF alerte sur la "montée exceptionnelle" des eaux de fleuve Congo. Le directeur général adjoint de la Régie des voies fluviales (RVF), demande aux autorités publiques et à la population de prendre des mesures qui s'imposent afin de se prémunir de ces inondations, qui touchent à la quasi-totalité de la Plaine inondable de Kinshasa. Au vu de l'évolution exceptionnelle du niveau d'eau du fleuve Congo en date du 28 décembre et à l'allure de la remontée des eaux qui rapproche de celle de 1961, ces inondations menacent les activités économiques et les populations riveraines. Elles exposent également la population aux pertes en vies humaines et aux maladies d'origines hydriques. Une partie des quartiers Ndanu et Petro-Congo (Kinshasa), le long de la rivière N'djili sont sous eaux. Depuis le début du mois, la cité de Bumba, dans la province de la Mongala, est confrontée à de graves inondations. Plus de 350 familles des localités de Gobu-njii, au groupement Dhendo, territoire de Djugu (Ituri) sont aussi affectées, depuis quelques jours, par les inondations des eaux du Lac Albert.

Présidentielle 2023 : la famille politique du candidat Tshisekedi satisfaite du rapport préliminaire de la MOE CENCO-ECC. Le coordonnateur de la Dynamique 20/20 est satisfait que le rapport de la MOE CENCO-ECC affirme que les élections se sont déroulées convenablement à plus de 90%, 94% des témoins et 83% des observateurs étaient présents à l'ouverture des votes. Il y a eu 4.921 urnes vides sur plus ou moins 6 000 bureaux de vote, le dispositif électronique vote a imprimé une carte d'ouverture des votes dans plus de 85% des bureaux

de vote, a-t-il poursuivi. 90% des fiches étaient à zéro vote à l'ouverture des bureaux de vote et la vérification systématique de l'identification des électeurs a été faite à plus de 92%, a conclu Jean-Michel Kalonji citant le rapport préliminaire de la mission d'observation électorale CENCO-ECC. **Le rapport de la MOE CENCO-ECC conforte Ensemble pour la République à réfuter les résultats partiels publiés par la Ceni (Hervé Diakese).** Ensemble pour la République dénonce par ailleurs la fraude qui a émaillée, selon lui, le processus du vote. Il en veut pour preuve « la détention par le camp du candidat Tshisekedi des dispositifs électroniques de vote ». Le parti de Moïse Katumbi accuse la Ceni, propriétaire exclusif de ces équipements, de complicité. Dans son rapport préliminaire, la MOE CENCO-ECC tout en affirmant, sans le citer, qu'un candidat Président se démarque largement des autres, a relevé plusieurs irrégularités lors des scrutins. Ces irrégularités sont susceptibles d'affecter l'intégrité des résultats de différents scrutins à certains endroits, a soutenu le rapport de cette mission. La MOE CENCO-ECC a déployé 25 000 observateurs dans 75 000 bureaux de vote sur l'ensemble du territoire de la RDC et des 11 000 observateurs dits « citoyens ». Jusqu'à jeudi soir, selon les résultats partiels publiés par la CENI, sur 12.544.581 suffrages valablement exprimés, le candidat Félix Tshisekedi garde la première place avec 76,04%. Il est suivi de Moïse Katumbi (16, 57%) et de Martin Fayulu (4,46%). **Rapport MOE CENCO-ECC : Lamuka appelle à la prise en compte des irrégularités non relevées par la mission.** Selon Jean-Baptiste Kasekwa, cadre de Lamuka, le rapport de la MOE CENCO-ECC, n'a pas pris en compte les irrégularités dénoncées par la population et la classe politique sur les réseaux sociaux. Lamuka s'est également questionnée sur la poursuite des opérations du vote dans plusieurs bureaux, au-delà du 20 décembre et la crédibilité des résultats issus de ces opérations. Les irrégularités constatées sont de nature à affecter l'intégrité du vote, a renchérit Jean-Baptiste Kasekwa. Il invite tout le monde à lire ce rapport « extrêmement important » mais également à l'enrichir par les différentes irrégularités observées à différents endroits. **Kasaï-Central : le CRONGD alerte contre l'incitation à la violence postélectorale.** Le secrétaire provincial du Conseil régional des organisations non gouvernementales de développement (CRONGD) appelle les acteurs politiques à éviter d'inciter les communautés à la violence en période de publication progressive des résultats partiels des élections. Il a invité par ailleurs la population à « attendre dans la paix le résultat final des élections ». Il souhaite également que les acteurs qui se sentent lésés et qui ont des évidences à faire valoir devant les institutions, le fassent dans la sérénité « sans bruler la maison ». **Beni : des acteurs politiques et activistes des droits de l'homme sensibilisés à la prévention des violences post-électorales,** le 28 décembre, lors d'un café politique organisé par l'ONG Jeunes patriotes consolidateurs de la paix. L'objectif de cette sensibilisation est de prévenir d'éventuelles violences qui pourraient découler de la proclamation des résultats électoraux selon les organisateurs. Les participants à cette journée ont aussi été sensibilisés aux notions de seuil et de quotient électoral afin de prévenir la mauvaise interprétation des résultats qui pourraient occasionner des violences. Ils ont également été informés de la gestion des contentieux électoraux et d'autres procédures juridiques. Cette sensibilisation a bénéficié de l'appui financier de la section des Affaires politiques de la Monusco/Beni. **Des candidats félicitent déjà Felix Tshisekedi à la suite des tendances publiées par la Ceni.** Dans une déclaration intitulée « reconnaissance de la réélection du candidat Felix Antoine Tshisekedi Tshilombo au scrutin présidentiel du 20 décembre 2023 », le candidat Tony Casius Bolamba a félicité Tshisekedi. « Avec plus de dix millions de voix, nous ne pourrions plus rattraper notre challenger Tshisekedi. Ainsi, je le félicite pour sa brillante réélection et lui souhaite plein succès pour son 2^{ème} quinquennat » peut-on lire sur le compte du candidat Constant Mutamba. Le candidat Noel Tshiani qui s'était désisté en faveur de Felix Tshisekedi a déclaré que les résultats fournis par la Ceni reflètent la « vérité des urnes ». « Felix Tshisekedi a gagné l'élection ». **Lubumbashi : Mgr Fulgence Muteba invite les autorités à sécuriser les lieux de culte et les fidèles catholiques.** L'archevêque métropolitain de Lubumbashi, a condamné, le 28 décembre, les messages distillés dans les réseaux sociaux appelant à vandaliser les paroisses catholiques. Il a, à cet effet, invité les autorités à sécuriser aussi bien les lieux de cultes que les fidèles. Dans ce même communiqué, Monseigneur Muteba a appelé les fidèles catholiques à être prudents et vigilants pendant cette période électorale qu'il qualifie d'incertaine. **Haut-Katanga: des acteurs sociaux et politiques sensibilisés contre les violences post-électorales.** Le gouverneur du Haut-Katanga, a appelé, le 28 décembre, la population de sa province à la paix et la cohabitation pacifique. Il a lancé cet appel lors d'une rencontre à Lubumbashi avec les responsables de plusieurs structures sociales et politiques, à l'approche de la publication des résultats provisoires de l'élection présidentielle. Il s'agit notamment des associations socio-culturelles et des partis politiques. L'objectif était de sensibiliser les uns et les autres pour que la paix et la cohabitation règnent avant, pendant et après la publication de ces résultats. Les parties concernées se sont engagées à répercuter le même message dans leurs communautés respectives pour qu'aucun acte de violence ne soit enregistré. Il a rappelé que la paix et le vivre ensemble doivent être sauvegardés. **Bunia : le président du parlement des jeunes prévient sur les manipulations des politiciens,** visant à troubler l'ordre public. Le parlement des jeunes tient à préserver la paix, la cohésion sociale et le vivre ensemble, gage du développement en Ituri, meurtri par l'activisme des groupes armés. « Certains jeunes ont été privés de leur droit civique, le non-affichage de leurs noms, la non-accessibilité dans certains coins à cause de l'insécurité. A cet effet, le parlement des jeunes de l'Ituri appelle les jeunes à la retenue et à s'abstenir de tout acte de violence, mais aussi de dénoncer toute personne malveillante qui voudra créer des troubles

pendant cette période où l'attention est orientée vers la publication des résultats », a déclaré Gloire Abasi. Pour lui, l'heure est à la réflexion, à la stabilisation et à la cohésion sociale dans cette partie de la République Démocratique du Congo. **Le « Front pour la défense de la patrie » appelle à la paix après les élections générales.** Le « Front pour la Défense de la Patrie » mobilise, depuis quelques jours, les Congolais à faire échec à toute menace de déstabiliser la RDC, en période post-électorale. L'un de ses initiateurs, Clément Kanku, a lancé, le 29 décembre à Kinshasa, l'appel aux Congolais, notamment aux candidats aux différents scrutins de privilégier la paix, la réconciliation et le patriotisme pour la stabilité du pays. Il a également affirmé vouloir défendre la patrie contre ceux qui veulent prendre le pouvoir par la force après que la vérité des urnes a parlé. Il a conseillé aux Congolais de se mettre autour d'une table pour avancer et ne pas prêter le flanc à ceux qui n'attendent que le chaos pour balkaniser ce pays. **Ituri : Luc Malembe note un bilan globalement positif.** Luc Malembe, acteur politique, s'est réjoui que ces élections se soient déroulées sans incidents majeurs en Ituri malgré quelques irrégularités y observées. Il a également remercié la Monusco pour l'appui logistique qui a contribué à faciliter ce processus. Il a en outre invité les leaders politiques de l'Ituri à la retenue compte tenu de la fragilité de la situation sécuritaire de cette province.

Nord-Kivu : une coalition d'ONG locales dénonce l'implication des militaires dans la pêche illicite au lac Édouard. Les ONG locales parmi lesquelles Innovation pour le développement et la protection de l'environnement, (IDPE) citent en particulier au moins 5 officiers de la force navale déployés au lac Édouard. Dans les pêcheries où ils opèrent, ces officiers auraient organisé des réseaux des pêcheurs clandestins avec lesquels ils collaboreraient pour des activités illicites de pêche en violation de toutes les règles. Ce qui, pour ces acteurs de la société civile, menace et détruit les écosystèmes du lac Édouard et ses ressources halieutiques. Ces crimes environnementaux menacent aussi les moyens de subsistance des communautés locales, ajoutent ces acteurs. Ces derniers recommandent entre autres au gouverneur du Nord-Kivu de stopper ces activités, de diligenter une enquête à ce sujet pour que des sanctions disciplinaires soient prises à l'égard des coupables et leurs complices.

Bunia : la vigilance des parents mise en cause face à la délinquance juvénile en période des festivités du nouvel an. De nombreux enfants dont des élèves échappent au contrôle de leurs parents pendant les festivités de fin d'année à Bunia (Ituri). Certains se livrent à la délinquance et d'autres se divertissent jusqu'aux heures tardives. Les autorités scolaires ont demandé, jeudi 28 décembre dans une interview, aux parents de veiller sur leurs enfants en vue de garantir leur avenir. D'autres enfants se créent certains travaux domestiques pour ne pas s'ennuyer. Les autorités scolaires redoutent que certains enfants puissent abandonner les études. Elles demandent aux parents d'aiguiser la vigilance pour bien encadrer leurs enfants pendant les vacances.

Sud-Kivu : plus de 50 familles sans abri et d'importants dégâts matériels lors des pluies diluviennes à Kamanyola. Des blessés graves et plusieurs dégâts matériels sont également enregistrés, alors que d'autres biens domestiques sont emportés par les eaux de pluie, indique la société civile. Le Gouvernement provincial a tenu un conseil de sécurité en urgence compte tenu de cette situation en ville et dans les territoires. Parmi des solutions envisagées, il y a l'appui aux victimes et le déguerpissement forcé des personnes sur ces sites impropres à la construction. Le 27 décembre, plus de 25 morts ont été enregistrés à la suite de fortes pluies dans plusieurs quartiers de la ville de Bukavu. Des habitations entières ont été emportées.

Nord-Kivu : arrivée du contingent militaire Sud-africain de la SADC à Goma. Cette équipe d'avance est composée des militaires, hommes et femmes, sud-africains. Ces derniers sont venus avec un mandat offensif différemment de la Force régionale de l'East African Community (EAC), rapportent certaines sources. Toutefois, ni la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) ni les FARDC ne se sont prononcées sur le mandat de cette mission. La SADC avait déjà déployé ses premiers officiers de commandement à Goma, il y a quelques jours. C'est précisément à la date convenue, en exécution de l'accord signé le 17 novembre dernier avec la RDC. Et le déploiement de la force de la SADC se fera progressivement. Le déploiement de ce contingent Sud-africain sur le territoire congolais est consécutif au non-renouvellement du mandat de l'EAC qui a pris fin le 8 décembre dernier, sur demande du gouvernement congolais.

Beni : « 2023 a été une année sombre sur le plan sécuritaire », estiment certains habitants. Pour ces habitants, les multiples attaques des rebelles des ADF avec mort d'hommes ont assombri cette année 2023 dans la ville de Beni. Le spectre de la rébellion des ADF a noirci cette année pour beaucoup de résidents de Beni, comme celui-ci: « Chez nous à l'Est, ce sont toujours des guerres récurrentes, les incursions des éléments des ADF qui écument la région ». Mais pour d'autres, la ville a connu des années beaucoup plus sombres que celle qui s'achève. « 2023 était plus ou moins bien par rapport aux années antérieures puisque les années écoulées, les beaux jours n'étaient que pour raconter les morts », rappelle un habitant.

Tanganyika : le Directeur de cabinet de la Gouverneure déplore sa non prise en charge médicale à l'étranger. Jean Papa Mwamba, a déploré, le 28 décembre, le refus de l'autorité provinciale de bloquer sa prise en charge médicale à l'étranger. Pour lui, cette prise en charge médicale, estimée à plus de 61 millions FC, soit plus de 24 000 USD a déjà été validée par l'Inspection générale de finances (IGF). Il s'étonne de ce comportement de l'autorité provinciale du Tanganyika alors que ses dépendants et lui ont droit aux soins de santé dans le gouvernement provincial. Contacté, le chef de l'équipe de l'IGF confirme avoir validé cette dépense.

Lubero : après des manifestations de colère, le PDDRCS appelle les démobilisés de Kasando Kirumba au calme. Le chef d'antenne de cette structure de l'Etat, a assuré ces démobilisés que des mesures ont été prises pour l'amélioration de leur prise en charge alimentaire et sanitaire et de l'octroi de leurs cartes de démobilisation. Il a indiqué que d'ici la première quinzaine de janvier, une équipe viendra de Kinshasa pour procéder à la capture biométrique de ces ex-combattants. Ce recensement aidera l'Etat à faciliter leur réinsertion socio-professionnelle. L'ONG suisse, ex-EPR va s'occuper de l'intégration de ces démobilisés en leur offrant des projets intégrateurs.

Beni : l'ONG « Tendo la Roho » s'engage à former les personnes vulnérables en divers métiers. A travers ce projet. L'ONG « Tendo la Roho » (Action caritative du cœur), entend « en plus de l'assistance et des plaidoyers, nous allons avec l'effort des personnes de bonne volonté, organiser des séances de formations et d'apprentissage de différents métiers afin qu'ils se prennent eux-mêmes en charge, une sorte d'autonomisation ». L'ONG « Tendo la Roho » se propose également de focaliser ses actions sur l'entreprenariat des jeunes particulièrement des victimes des violences sexuelles et des atrocités dans ce coin du pays. Cette organisation veut par ailleurs s'employer à vulgariser les textes de la Résolution 1325 des Nations Unies relatifs à la représentation et la participation de la femme dans la prévention, gestion et résolution des conflits dont elle est la première victime.

Kisangani : les stations-services pas encore servies en carburant malgré l'arrivée du bateau pétrolier. C'est ce qui justifie un monde fou qui traîne dans les stations Engen en longueur des journées sans être servis. Si dans les stations-service un litre d'essence est vendu à 4000 FC, chez les revendeurs communément appelés « Kadhafi » il se négocie entre 16 et 20 000 FC le litre. Des sources proches des pétroliers font savoir que le bateau qui est arrivé n'a transporté que 1000 m³, quantité qui ne peut servir que 10 jours puisque la consommation journalière est évaluée à 100 m³. Un autre bateau transportant 3000 m³ de carburant est annoncé pour bientôt à Kisangani.

Samedi 30 décembre.

Elections 2023 : Denis Kadima confirme la publication des résultats provisoires pour ce 31 décembre. Le président de la Commission électorale nationale a également affirmé que ce processus électoral est transparent et que les résultats de la Ceni reflètent réellement les suffrages exprimés par les électeurs. Il a énuméré plusieurs éléments qui prouvent la véracité de ces résultats partiels : La première étape : ceux qui s'opposent à ces résultats, ont-ils des PV qui prouvent que la Ceni a montré est faux. Deuxièmement, ces résultats sont publiés par bureau de vote en vue de dissiper tout malentendu et mettre tout le monde d'accord. A travers l'établissement du centre Bosolo, la Ceni a voulu que les gens eux-mêmes suivent l'évolution de publication des résultats de ces scrutins. En rapport avec la publication des résultats partiels de la présidentielle 2023, sur 15.923. 911 suffrages valablement exprimés, le candidat Félix Tshisekedi garde la première place avec 11.606.844, soit 72,89%. Il est suivi du candidat Moïse de Katumbi avec 18, 27%. **Félix Tshisekedi appelle à la tolérance mutuelle en attendant la publication des résultats provisoires et définitifs.** « En attendant la publication des résultats provisoires et définitifs par les instances habilitées, à cet effet, le Président de la République a exhorté la population congolaise de tout bord à garder son calme et à faire preuve de tolérance mutuelle et de solidarité, afin de faire échec aux ennemis de la paix qui ne jurent que par le chaos », a déclaré le porte-parole du Gouvernement et a ajouté « le Président de la République a invité le Gouvernement à poursuivre sans désespérer ses missions régaliennes pour assurer la continuité de l'Etat ainsi que celles des services publics ». **Certaines organisations de la société civile demandent l'annulation des résultats des bureaux ayant fonctionné après le 20 décembre.** « Les organisations de la société civile acteurs majeurs de cette composante viennent de signer pour l'annulation des élections de décembre 2023 parce qu'on ne parlera jamais des scrutins du 20 décembre parce qu'ayant été organisés sur un nombre de jours. Au regard non seulement de la gravité des irrégularités mais surtout de la fréquence et de la multiplicité des irrégularités graves observées pendant toute la durée du scrutin, caractérisées notamment par le non déploiement des kits électoraux dans des bureaux de vote 48 heures avant les scrutins tel que prévu par la loi, mais également leur détention par des personnes sans qualité, en complicité avec certains agents de la Ceni », a déclaré le coordonnateur du panel des experts de la

société civile. Ce dernier a aussi évoqué des cas de bourrage permanent et flagrant des urnes par certains acteurs des partis politiques bien connus et bien identifiés, sans compter les votes parallèles dans des maisons. **Le Centre demande à la CENI de recenser toutes les irrégularités afin de saisir la justice.** La formation politique le Centre « lance un appel patriotique au peuple congolais qui ne doit d'aucune manière répondre au chant de sirène de mauvais perdants. Le Centre invite l'opposition à rester dans le sillage de la loi en préparant ses moyens de défense pour un recours éventuel à la Cour constitutionnelle ». Il a invité la Ceni à « prendre toutes les mesures légales qui s'imposent et la justice à se saisir de tous les rapports de la Ceni afin que tous ceux qui se seraient compromis dans la fraude subissent la rigueur de la loi ». **Félix Tshisekedi condamne les actes de violences contre des femmes**, lors des élections générales, en RDC. Il a exprimé son indignation lors du 120^e Conseil des ministres, tenu à la Cité de l'Union africaine (UA), à Kinshasa. Le chef de l'Etat compte sur les autorités compétentes pour faire la lumière sur cette situation. Il a réitéré une fois de plus son appel au respect de la dignité humaine, en déplorant le traitement dégradant envers l'être humain en général, et les femmes en particulier. **Butembo : plus de 40 jeunes sensibilisés contre les violences post-électorales.** Ce forum a été organisé à l'initiative du Conseil urbain de la jeunesse de Butembo dans le cadre de l'évaluation du processus électoral en cours en RDC. « Comme nous sommes presque au bout de ce processus des élections, nous appelons la jeunesse à se désolidariser de toute manipulation, toute incitation à la révolte, sachant que nous sommes dans une ville où la situation est un peu précaire surtout sur le plan sécuritaire ». Il a recommandé aux candidats et parties politiques à recourir aux voies et moyens appropriés pour des éventuelles revendications aux contentieux électoraux. Par ailleurs, il a mis en garde tous ces politiques véreux de Butembo et ses environs qui chercheront à agiter les gens pour leurs propres intérêts, après la publication des résultats des élections.

Felix Tshisekedi préside le premier conseil des ministres postélectoral. L'ordre du jour de cette réunion a prévu, outre la traditionnelle communication du chef de l'Etat, l'état de la situation sécuritaire et de l'économie nationale, indique la cellule de communication de la présidence de la République. Après quelques semaines d'interruption due à la campagne électorale et à l'organisation des scrutins nationaux, le Premier ministre, les Vice- premiers ministres, les ministres d'Etat, les ministres, le ministre délégué et les vice-ministres ont marqué leur présence à la Cité de l'Union africaine. Contrairement aux habitudes, le conseil de ce vendredi a débuté par une prière d'action de grâce. Cette première réunion du gouvernement après les élections de 2023 marque la reprise normale de la gestion de la République, écrit la presse présidentielle.

La grève du personnel et le phénomène Mobondo ont impacté négativement les activités sanitaires en 2023 au Kwilu. « Il y a eu beaucoup de forces mais il y a eu aussi beaucoup de faiblesses surtout avec la grève du personnel de santé que nous avons connue pendant plus d'un mois. Cela a impacté négativement sur la plupart de nos indicateurs de la santé, de la complétude des données jusqu'à même à la riposte contre certaines maladies à tendance épidémiologique que nous avons eues. On a pris des dispositions pour améliorer les choses en 2024 et aussi entre autres pour assainir le secteur de la santé », explique le chef de la Division provinciale intérimaire de la santé du Kwilu. Il évoque également d'autres contraintes, notamment les conditions sécuritaires.

Au moins 14 personnes tuées au cours des affrontements entre Fardcet ADF à Kawame et Mambau (Ituri). Ces deux villages, Mambau et Kawame ont été la cible d'attaques des ADF venus de Mabau au Nord-Kivu. Selon des sources locales, ces miliciens ont tiré plusieurs coups de feu dans ces localités. Dix personnes ont été tuées. Quatre autres corps des civils décapités à la machette ont été retrouvés le 29 décembre pendant la fouille et ces corps ont été ramenés par de jeunes volontaires à Byakato centre après l'intervention de l'armée. L'administrateur du territoire de Mambasa, indique que les Fardc ont neutralisé quatre ADF et récupéré leurs armes. Il ajoute que « l'armée pourchasse l'ennemi qui se serait dirigé vers Mongali dans le groupement Bangole ».

Plus de 15 familles sans abris après les inondations à Matadi. La montée spectaculaire du fleuve Congo qui s'observe ces derniers jours a frappé de plein fouet le village Dibongo, riverain du fleuve Congo. Certaines habitations construites sur le lit du fleuve sont totalement détruites. D'autres à proximité du fleuve sont inondées. Ces sans abris dorment à la belle étoile depuis plusieurs jours, à la merci des moustiques et des intempéries.

Un groupe électrogène de 500 KVA pour éclairer la ville d'Inongo. Des ingénieurs de la Société nationale d'électricité exécutent les travaux d'électrification de la ville Inongo (Mai-Ndombe), conformément à la promesse du chef de l'Etat lors de sa tournée de campagne. Cette équipe est partie de Kinshasa avec des équipements dont un groupe électrogène de 500 KVA. Elle travaille pour la mise en service de ce générateur, afin de desservir la ville en énergie électrique. Selon cet ingénieur de la SNEL, les travaux préparatoires consistent à l'entretien de toute la centrale, notamment l'endroit où sera posé le groupe électrogène ainsi qu'à la réhabilitation du réseau. La mise en service du nouveau groupe pourra intervenir d'ici la fin de l'année.

Goma : la Police nationale congolaise bénéficie des kits informatiques. La Monusco à travers sa section UNPOL, dit avoir fait ce don dans le cadre du soutien à son partenaire principal dans la lutte contre l'insécurité dans ce coin du pays. Ce matériel est constitué de 93 pièces dont des lap top, des imprimantes et autres. Il a également indiqué que ce matériel informatique permettra à la police nationale d'œuvrer de manière moderne pour la sécurisation des élections et la protection des civils.

Lubero : un taximen moto abattu et 3 motos incendiées à Katwa. Des hommes armés non autrement identifiés ont tiré à bout portant sur un taximan qui est mort sur-le-champ alors que ses trois compagnons ont pu s'échapper, mais leurs motos ont été incendiées par ces bandits. Ce samedi matin, les autorités accompagnées des taximen en colère se sont rendues sur le lieu de cet incident pour s'imprégner de la situation et récupérer le corps du taximan. Une visite qui a suscité une vive tension dans la zone, mais grâce aux forces de l'ordre, la situation a rapidement été maîtrisée.

Beni : arrestation d'un militaire, auteur des coups de feu à Oicha, ayant créé la panique au sein de la population. La situation est vite revenue à la normale, indiquent des sources locales, affirment que cet homme en uniforme était en état d'ébriété.

Dimanche 31 décembre.

Présidentielle 2023 : les appels à la paix se multiplient à quelques heures de la publication des résultats provisoires. Parmi ces structures, il y a l'Organisation de la société civile pour la paix au Congo (OSCPC) qui invite la population ainsi que les politiques à observer une attitude favorable à la paix et au vivre ensemble. « Aux candidats d'accueillir les résultats en toute sportivité et de se remettre à la vérité des urnes, traduisant le choix des électeurs tel que documenté par les procès-verbaux affichés devant les bureaux de vote et centres locaux de compilation des résultats. Mais, en cas de doutes, il faut se remettre à la justice et d'éviter des troubles par des manifestations de rue », a recommandé son secrétaire général, Shadrack Mukad. Entre-temps, selon les tendances publiées par la Ceni, le candidat Félix Tshisekedi reste en tête sur 17.835.571 suffrages valablement exprimés, avec 12.848.570, soit 72,04%. Il est talonné par Moïse Katumbi avec 18,92%. Martin Fayulu occupe la troisième place avant Adolphe Muzito et Radjabho Tebabho. **Législatives 2023 : une candidate dénonce l'agression contre son fils par des soutiens d'une concurrente.** D'après son témoignage, les faits se seraient passés au quartier Piazza dans la commune de la Nsele à Kinshasa, où son enfant a été copieusement tabassé par un groupe des gens soutenant une autre candidate en compétition avec elle à ces élections. Elle a déploré le fait que rien n'a été fait pour mettre la main sur les présumés agresseurs de son fils depuis que sa plainte a été déposée auprès de la Police du lieu où ces actes ont été commis. La plaignante a demandé que justice soit faite contre les auteurs de cette agression contre son fils.

La SYMOCEL recommande à la Ceni de communiquer sur la détention du matériel sensible et DEV par des particuliers. La Mission d'observation électorale (MOE) de la Synergie des missions d'observation citoyenne des élections (SYMOCEL) a recommandé, dans son rapport préliminaire sur les scrutins du 20 décembre, à la CENI de communiquer davantage pour clarifier les irrégularités observées, notamment sur la détention des Dispositifs électroniques de vote (DEV) et du matériel sensible par des particuliers. Le même rapport demande aussi au Gouvernement de poursuivre les auteurs des violences commises sur les observateurs, les témoins et les agents électoraux. Mais aussi de poursuivre les auteurs des atteintes aux libertés fondamentales et des violences faites aux femmes pendant ces scrutins. Aux candidats et partis politiques, la SYMOCEL leur demande de collecter les preuves et de suivre la voie légale pour leurs réclamations ; le cas échéant, de sensibiliser leurs militants sur le civisme lors des manifestations publiques. Le coordonnateur de cette organisation citoyenne, a fait remarquer qu'il a été très difficile de suivre la conformité d'ouverture et de fermeture des bureaux de vote aux heures légales de 6h00 à 17h00. La plupart, ayant ouvert à l'heure à la date du 20 décembre 2023, ont fermé tard la nuit ou le lendemain. Il est signalé des BV qui ont fonctionné même pendant près de 48 heures. **2700 rapports traités.** La MOE SYMOCEL a traité 2700 rapports remontés par les observateurs des 26 provinces. Elle a aussi analysé 903 rapports d'incidents de diverses natures. **La MOE SYMOCEL a relevé les éléments suivants dans les bureaux de vote (BV) observés :** Dans 4% des BV, l'emplacement de l'isoloir n'assurait pas le secret de vote ; 17% des BV ont accordé le droit de vote à des électeurs n'ayant pas de carte d'électeurs et /ou qui n'avaient pas leur nom sur la liste ; 6% des BV ne marquaient pas à l'encre indélébile à tous les électeurs. **La MOE SYMOCEL relève que le scrutin a été interrompu (interruption de plus de 30 minutes) :** Dans 18% des BV à cause de « problèmes techniques au niveau de la machine à voter » ; Dans 5% des BV à cause de la « rupture de stock du matériel électoral » ; Dans 3% BV à cause de « troubles pendant le déroulement des scrutins » ; Dans 5% BV à cause des intempéries » ; Des femmes victimes des incidents dans 21.89 % des cas. **Sur les 903 rapports d'incidents reçus, la MOE SYMOCEL a dressé le bilan suivant :** 46.24 % de ces incidents (soit 314) ont les électeurs comme auteurs ;

22.83 % ont les agents de la CENI comme auteurs (155 cas) ; 30.93 % ont les candidats ou leurs témoins comme auteurs (210 cas) ; Les femmes ont été victimes des incidents dans 21.89 % des cas soit 146 incidents. Les candidats et les témoins dans 19.49 % des cas, les agents électoraux dans 34.29 % des cas et les électeurs dans 46.22 % des cas. **Publication des résultats provisoires des élections : les kinois partagés entre incertitude et préparatifs de la fête du nouvel an.** Malgré la situation économique précaire et sécuritaire tendue à la suite de la publication provisoire des résultats des élections, les Kinois ne se sont pas empêchés de préparer la fête de nouvel an à leur manière. Des embouteillages ont été constatés dans la capitale congolaise à cause de l'afflux des habitants qui effectuaient des courses pour bien passer les fêtes. Cependant, les habitants déplorent les faibles moyens à leur disposition pour bien fêter. Ces fêtes sont aussi perturbées par des problèmes d'électricité et d'eau.

La Ceni proclame ce dimanche après-midi le nom du vainqueur de l'élection présidentielle du 20 décembre. Selon un programme publié par la Ceni, la cérémonie officielle de la publication, débute à partir de 14h, heure de Kinshasa. Un processus perturbé par l'insécurité et défis divers. Beaucoup étaient dubitatifs sur la tenue effective de ces élections le 20 décembre 2023. Mais pour Denis Kadima, le pari est gagné et il n'en manque pas de s'en féliciter. Surtout que c'est la première fois que des élections municipales partielles ont été organisées simultanément avec les législatives et provinciales avec des chiffres records de candidatures enregistrées, comparaison aux cycles électoraux passés. Une autre particularité de ces élections a été le vote pilote des Congolais de la diaspora dans 5 pays dont notamment la France, la Belgique, les Etats-Unis, l'Afrique du Sud et le Canada. L'on note aussi que plusieurs missions d'observations ont joué le rôle de vigiles. Les églises catholique et protestante ont déployé environ 25000 observateurs à travers le pays. La SYMOCEL, la société civile, les organisations régionales et internationales ont eu recours aux mêmes exercices. Près de 44 millions de Congolais étaient appelés aux urnes. Mais on s'attend à un taux de participation bas sur base des annonces de la CENI. Ça sera l'un des plus grands défis pour les cycles électoraux à venir. **L'UDPS attend la publication des résultats de l'élection présidentielle dans la sérénité, affirment ses sympathisants,** dans la commune de Limete (Kinshasa), réputée bastion du parti au pouvoir. Cependant, des éléments de la Garde républicaine armés des fusils automatiques étaient visibles du 1er à la 17me rue de cette commune traversée par le boulevard Lumumba. Quelques jeunes vêtus des t-shirts à l'effigie du candidat Felix Tshisekedi ont été également aperçus. Au siège de l'UDPS, les quelques membres présents se sont montrés confiants quant à la victoire de leur candidat Félix-Antoine Tshisekedi qui caracole en tête, depuis le début de la publication, par la CENI, des résultats partiels. **Des militants en fête à Lubumbashi.** La situation était plutôt paradoxale au siège de l'UDPS dans la ville de Lubumbashi (Haut-Katanga). Les combattants avaient déjà commencé la fête. « La publication des tendances par la Ceni a déjà « tué tout suspens », a déclaré l'un d'eux. A la place Moïse Tshombe, la présence des nombreux policiers a été remarquée. Aucun mouvement n'a été signalé aux sièges des partis politiques de l'opposition dont Ensemble pour la république et Nouvel élan. **Mbuji-Mayi attend la publication des résultats provisoires de l'élection présidentielle dans le calme.** Plusieurs églises ont écourté le culte et libéré leurs adeptes pour permettre à tout le monde de suivre la publication des résultats des scrutins combinés du 20 décembre. Dans les marchés, quelques personnes achetaient les sifflets et se préparaient d'envahir les grandes artères pour manifester leur joie. Un calme a plutôt régné au niveau des états-majors des partis politiques. **43% de taux de participation.** Sur les 41 738 628 électeurs attendus pour les élections du 20 décembre 2023, seuls 18 45 338 ont pris la résolution d'aller choisir leur Président de la République, leurs députés nationaux et provinciaux et des conseillers municipaux. Ce faible taux de participation se justifie, selon certains analystes, par les problèmes techniques, l'arrivée tardive du matériel électoral et la lenteur dans le fonctionnement de certains bureaux de vote, qui ont poussé certains électeurs à renoncer à leurs droits. A cela s'ajoute le déplacement de certains Congolais qui ne pouvaient pas voter loin de leurs centres d'enrôlement. **L'ONG ACAJ condamne le saccage du siège du parti de Moïse Katumbi à Mbuji-Mayi.** Les manifestants ont mis le feu au bâtiment qui abrite ce parti, selon des témoins, après avoir détruit la toiture et cassé les meubles. L'ACAJ se dit préoccupée par cette barbarie qui contraste avec l'Etat de droit. Elle condamne ces « actes d'intolérance et de triomphalisme exacerbé et la passivité des autorités politico-administratives locales qui auraient pourtant dû, de concert avec les services de sécurité, anticiper aux fins d'éviter de tels débordements inacceptables ».

Félix Tshisekedi réélu à la tête de la RDC pour les 5 prochaines années. Le Président sortant, Félix-Antoine Tshisekedi, récolte 73,34% des suffrages exprimés lors de la présidentielle du 20 décembre 2023, selon les résultats provisoires publiés par la Ceni ce 31 décembre. Le candidat Moïse Katumbi vient en deuxième position avec 18, 08% des voix. La victoire de Félix-Antoine Tshisekedi est aussi celle de l'Union sacrée de la nation, plateforme qui a accompagné sa candidature et qui a fait de lui son candidat. Le Président réélu s'est appuyé sur des personnalités comme Christophe Mboso Nkodia, Modeste Bahati Lukwebo, Jean Michel Sama Lukonde, Vital Kamerhe, Augustin Kabuya, Jean-Pierre Bemba, ... pour obtenir la confiance des Congolais. Le cinquième Président de la RDC aura ainsi la possibilité de mettre en œuvre son projet de société sur base duquel il a été réélu : sa politique de couverture santé universelle dans l'objectif ultime d'assurer l'accès gratuit aux soins pour

tous les Congolais, le Programme du développement local des 145 territoires, la gratuité de l'enseignement fondamental, la gratuite de la maternité et des soins de nouveau-nés, la relance de l'agriculture, le projet de grandes infrastructures et la lutte contre le chômage par le soutien au secteur privé et à l'entrepreneuriat. **Félix Tshisekedi: « Ces élections étaient l'occasion de défendre notre terre ».** « Vous avez démontré que vous êtes un peuple clairvoyant, grand, fort et respectable. Cette victoire est la vôtre. C'est la victoire de la solidarité et de l'unité du peuple dans ce qu'il a de commun et dans sa plus grande solidarité. Cette victoire, c'est aussi celle de la confiance que vous avez renouvelée en ma modeste personne en m'accordant ce deuxième mandat... Vous avez cru en mon engagement pour que notre pays retrouve sa place dans le concert des Nations », sont les premiers mots du Président réélu, Félix-Antoine Tshisekedi. **Le président de l'UA salue la réélection de Félix Tshisekedi.** Parmi les personnalités qui ont félicité Félix Antoine Tshisekedi pour sa réélection, ce 31 décembre, figure le président de l'Union de Comores et président en exercice de l'Union africaine, Azali Assoumani. Des leaders nationaux inondent la toile pour féliciter Tshisekedi. **Réélection de Félix Tshisekedi : les avis partagés dans les rues de Goma.** Sur les artères principales, certains conducteurs des motos taxis ont exprimé leur joie par des klaxons après l'annonce de la victoire de Félix Antoine Tshisekedi. Certaines personnes, qui suivaient la cérémonie dans des débits de boissons, ont exprimé leur joie alors que d'autres ont dit ne pas croire aux résultats publiés par la Ceni. Un autre habitant n'a pas préféré commenter les résultats. Il se dit focalisé sur les besoins de la population du Nord-Kivu. **Mbuji-Mayi célèbre la victoire électorale de Félix Tshisekedi.** A l'annonce du nombre des voix obtenues par chaque candidat, des coups des sifflets, des klaxons des motocycles et des véhicules étaient entendus sur la ville. De centaines de personnes, jeunes et vieux, sont sorties de leurs résidences. Certains chantaient et d'autres criaient pour manifester la joie. Plusieurs autres habitants sont partis danser devant des débits des boissons. Mbuji-Mayi, chef-lieu du Kasai-Oriental, est le fief du président de la République réélu.

Fête de fin d'année : les habitants de Goma collectent des vivres en faveur des déplacés. Trente ménages vulnérables du site Don Bosco ont reçu des vivres venant des collectes organisées par des familles, des églises ou des employés des certaines entreprises basées à Goma pour célébrer les fêtes de fin d'année. Selon le comité des déplacés du site de Don Bosco, au moins 4 200 ménages y vivent, soit plus de 28 000 personnes. Ces déplacés n'avaient reçu aucune aide alimentaire de la part des organisations humanitaires deux mois avant cette assistance. Les combats entre les Fardc et les M23 soutenus par le Rwanda sont à la base de ces déplacements des populations.

Le gouvernement du Kasai-Oriental décide de reprendre la gestion des postes de péage confiée au FONER. Il s'agit des postes de péage de Lubilanji et Tshibombo dans la commune de Bipemba. Le gouvernement provincial estime que le FONER n'a pas été à la hauteur de sa tâche dans la province. De son côté, la Fédération des entreprises du Congo (FEC) estime que la reprise de la gestion de ces infrastructures est une tentative de détournement des fonds. « Nous ramener en arrière comme on est en train de le faire, c'est une erreur. Et le FONER est en train d'investir avec beaucoup d'argent. C'est le cas par exemple de 55 km de routes du projet Tshilejelu. Ces fonds viennent du péage et de la redevance sur le carburant ».

